



Assemblée générale

Soixante-deuxième session

4^e séance plénière

Mardi 25 septembre 2007, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kerim (Ex-République yougoslave de Macédoine)

La séance est ouverte à 9 h 15.

Point 109 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/62/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision prise lors de sa 3^e séance plénière, tenue le 21 septembre 2007, l'Assemblée générale entendra une présentation du Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 109 de l'ordre du jour. Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général : Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection. À tous, bienvenue à New York en cette belle saison.

C'est pour moi un plaisir et un honneur d'être avec vous pour l'ouverture du débat général de la soixante-deuxième session de notre Assemblée générale. Je crois que l'année qui s'annonce sera la plus intense de notre histoire. Je crois aussi, très fermement, qu'ensemble nous pourrons en faire une des plus fructueuses.

Nous avons pris un bon départ. La semaine dernière, nous avons accueilli une réunion de haut niveau du Groupe de pilotage pour la réalisation des Objectifs du Millénaire en Afrique, une priorité manifeste. Des dirigeants du monde entier se sont également réunis pour parler de la voie à suivre au

Moyen-Orient, en Afghanistan, au Darfour et en Iraq. Et hier, nous avons eu une conférence très productive sur les changements climatiques.

Les objectifs étaient de mobiliser les énergies, la détermination politique et de coordonner l'action en nous réunissant tous sous le même toit – celui de l'Organisation des Nations Unies – pour que nous soyons tous unis dans la lutte contre les changements climatiques. C'était déjà énorme. Et c'est de cette façon que j'espère que nous travaillerons ensemble à l'avenir.

(l'orateur poursuit en anglais)

Si je puis répéter, c'est ainsi que j'espère que nous travaillerons ensemble à l'avenir.

Les prochaines années nous placeront, c'est certain, devant un nombre impressionnant de défis. Ces problèmes ne s'arrêtent pas aux frontières. Et aucun pays, qu'il soit grand ou petit, riche ou pauvre, ne pourra les régler seul.

Plus qu'aucune auparavant, notre époque est celle de l'action collective. Il semble souvent que tout le monde veuille que l'ONU se charge de tout. C'est impossible, évidemment. Mais ce n'est pas une excuse pour ne rien faire.

D'où le titre de mon allocution – « Une ONU plus forte pour un monde meilleur ».

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Notre monde change et a besoin d'une ONU plus forte. Nous comprenons tous combien il importe que le Secrétariat soit fort, solide et capable d'agir. J'ambitionne une administration soucieuse de résultats. Une administration efficace, qui sache où elle va, passe à l'action et rend compte de ses actes. Une administration, enfin, qui soit un modèle de compétence et d'intégrité et tire fierté de servir les intérêts de l'humanité.

Pour que cela soit possible, nous devons nous moderniser. Un changement climatique interne, voilà ce qu'il faut à l'ONU. Nous devons porter un œil neuf sur nos méthodes de travail. Nos leitmotifs doivent être : simplifier, rationaliser, déléguer.

Pour répondre aux espoirs que le monde place en nous, nous devons être plus rapides, plus souples et plus mobiles. Nous devons nous concentrer moins sur la rhétorique et plus sur les résultats, les réalisations concrètes.

J'accorde une grande importance à la mise en œuvre des réformes de la gestion que vous avez approuvées en vue de favoriser la transparence, la responsabilisation et l'efficacité. Et je me félicite des progrès que nous avons accomplis ces neuf derniers mois : nous avons rationalisé nos procédures budgétaires, élaboré notre plan-cadre d'équipement et remis de l'ordre dans nos finances. Je suis particulièrement reconnaissant aux 102 gouvernements qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts annuelles.

Ensemble, nous avons réorganisé nos opérations de maintien de la paix, réorganisation qui touche plus de 100 000 hommes et femmes répartis entre 18 missions multinationales. Je compte poursuivre ces efforts en renforçant le Département des affaires politiques. Nous devons agir avant que les crises n'éclatent. Bien organisées et soigneusement exécutées, les actions de diplomatie préventive sauvent des vies et évitent bien des tragédies, une des principales responsabilités que la Charte confie à l'ONU.

Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mettre fin à la tragédie du Darfour. Le Gouvernement soudanais doit, comme il s'y est engagé, participer à des négociations de paix globales et observer un cessez-le-feu. Nous devons aussi appliquer l'accord de paix qui a mis fin à la longue guerre civile entre le nord et le sud et nous préparer à la tenue d'élections en 2009.

La crise du Darfour a de nombreuses causes. Pour la régler durablement, il faut apporter des remèdes tout aussi nombreux sur les plans de la sécurité, de la politique, des ressources, de l'eau, de la situation humanitaire et du développement. Là comme partout, nous devons aller aux racines des conflits, aussi multiples et enchevêtrées soient-elles.

La paix au Moyen-Orient est indispensable à la stabilité de la région et du monde. Ce qu'il faut, nous le savons : que la violence cesse, qu'il soit mis fin à l'occupation, qu'un État palestinien en paix avec lui-même et avec Israël soit créé et qu'une paix globale s'instaure, à l'échelle régionale, entre Israël et le monde arabe.

Grâce à une nouvelle impulsion donnée par le monde arabe et les États-Unis et aux efforts du représentant du Quatuor, Tony Blair, les éléments d'un nouvel effort de paix se mettent en place.

En outre, nous espérons sincèrement que le peuple libanais, grâce au processus de réconciliation nationale, pourra réinstaurer la stabilité politique et sociale en élisant son nouveau Président, dans le respect de sa constitution.

L'Iraq est désormais un problème mondial. Avec la résolution 1770 (2007) récemment adoptée par le Conseil de sécurité, l'ONU peut jouer un rôle important en encourageant les négociations politiques et la réconciliation nationale et en apportant une aide humanitaire aux Iraquiens. Mais la sécurité du personnel des Nations Unies est primordiale.

En Afghanistan, nous devons coopérer plus efficacement avec nos partenaires pour lutter contre le trafic de drogues et le financement du terrorisme.

Nous suivons de près les événements qui se produisent au Myanmar. Une fois de plus, nous exhortons les autorités du Myanmar de faire preuve de la plus grande retenue, d'engager sans plus attendre un dialogue avec toutes les parties concernées par le processus de réconciliation nationale sur des questions préoccupent le peuple du Myanmar. À cet égard, mon Conseiller spécial devrait se rendre prochainement au Myanmar.

Depuis le premier jour de mon mandat, je souligne l'importance du désarmement, obligation que l'Assemblée générale a récemment réaffirmée quand elle a approuvé ma proposition de créer un Bureau des affaires de désarmement. Nous devons redoubler d'efforts pour que les armes de destruction massive et

les technologies connexes cessent de proliférer, et surtout pour qu'elles ne tombent pas entre les mains de terroristes. Les progrès récemment accomplis autour de la question de la République populaire démocratique de Corée sont encourageants. J'espère très sincèrement que la prochaine réunion au sommet intercoréenne permettra d'accomplir un pas historique en direction de la paix, de la sécurité et, à terme, de la réunification pacifique de la péninsule coréenne. Je suis convaincu que nous parviendrons à une solution négociée avec la République islamique d'Iran. Notre but ultime demeure l'élimination totale des armes de destruction massive. Si nous échouons, c'est nous que ces armes risquent un jour de détruire.

Nous qui travaillons pour l'ONU, nous devons avoir une vision à long terme, dans la politique comme dans la vie. Si occupés que nous soyons à gérer l'ici et maintenant, nous devons dès aujourd'hui réfléchir à l'avenir. Hier, j'ai parlé des changements climatiques comme d'une question qui « définira notre ère ». Nous en sommes tous tombés d'accord. Le moment est venu de passer à l'action. Rendons-nous donc à Bali et débloquons la situation.

Nous sommes aussi tombés d'accord sur le fait que la recherche de solutions au réchauffement de la planète ne doit pas compromettre le développement économique, qui est le deuxième pilier de l'action de l'ONU. Les questions de développement et d'équité sociale ne doivent pas être reléguées au second rang derrière la paix et la sécurité.

Cette année est le point médian du délai fixé pour la réalisation de nos Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons remporté un certain nombre de succès. Sur toute la planète, un nombre sans précédent d'hommes et de femmes sont en train de se libérer de la pauvreté. Malgré cela, la marée montante de la mondialisation n'a pas le même effet porteur pour tous.

Cela se voit surtout en Afrique, où vivent la majorité de ceux qui constituent « le milliard le plus pauvre du monde », selon l'expression d'un économiste de la Banque mondiale. Nous devons accorder une attention particulière aux pays qui ont des besoins spéciaux. Nous devons nous mettre à l'écoute des peuples les plus pauvres, dont, trop souvent, la voix n'est pas entendue.

C'est pourquoi j'ai convoqué, il y a quelques jours, le Groupe de pilotage pour la réalisation des Objectifs du Millénaire en Afrique, qui réunit les chefs

des grandes organisations multilatérales au service du développement.

Nos Objectifs du Millénaire peuvent encore être atteints, à condition que nous aidions les pays les plus pauvres à se libérer des entraves qui les paralysent. Certaines de ces entraves sont la conséquence d'une mauvaise gouvernance. D'autres sont dues aux maladies et à une infrastructure sanitaire insuffisante. Il est intolérable que le VIH/sida continue à se propager comme une peste des temps modernes. Il est intolérable que près de 10 millions d'enfants meurent chaque année avant leur cinquième anniversaire, et que la plupart d'entre eux meurent de maladies qui peuvent être évitées, comme le paludisme. C'est une tache sur la conscience morale du monde.

Cela ne veut pas dire que nous ferons pour ces pays des choses qu'ils devraient – et qu'ils peuvent – faire eux-mêmes. Le « Miracle asiatique » a montré, en effet, qu'un développement réussi est largement le résultat de décisions judicieuses et rigoureusement appliquées.

De notre côté, nous devons améliorer l'efficacité et la cohérence de nos programmes multilatéraux de développement et mieux harmoniser notre action dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'infrastructure afin d'obtenir de meilleurs résultats.

De leur côté, les pays donateurs doivent faire plus pour tenir leurs promesses d'aide, d'allègement de la dette et d'ouverture de leurs marchés. L'avenir de tous les pays en développement, en Afrique et ailleurs, dépend de la mise en place de systèmes commerciaux et financiers ouverts, équitables et non discriminatoires. C'est pourquoi nous ne devons négliger aucun effort pour mettre en œuvre le Programme de Doha pour le développement, qui met l'accent sur le développement et sur l'« aide au commerce ».

Le troisième pilier de l'action de l'ONU, les droits de l'homme, trouve sa plus parfaite expression dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous célébrerons le soixantième anniversaire en 2008. Le Conseil des droits de l'homme doit jouer son rôle de phare partout dans le monde, et ceci de façon cohérente et équitable. Je m'attacherai à inscrire notre principe de la « responsabilité de protéger » dans la réalité et à prendre à temps les mesures voulues pour éviter que de nouvelles populations ne soient victimes

de génocide, de nettoyage ethnique ou de crimes contre l'humanité.

Nos tribunaux internationaux continuent de faire leur travail, du Rwanda à la Sierra Leone et, bientôt, au Liban. L'ère de l'impunité est révolue.

Pendant ce temps, les travailleurs humanitaires de l'ONU continuent, avec un courage et un dévouement exceptionnels, à faire de leur mieux pour sauver des vies. Ils aident à protéger les populations civiles des destructions infligées par les milices armées, les enfants de la famine et les femmes d'une violence révoltante.

L'année écoulée n'a pas vu de catastrophe naturelle à l'échelle du tsunami de 2004. Mais l'intensité des inondations, des sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, peut-être aggravés par les changements climatiques, a été une source d'épreuves et de souffrances pour des millions de personnes. C'est pour ces personnes, surtout, que l'ONU monte au front. Car nous répondons présent à l'appel de ceux qui ne sont pas en état de s'aider eux-mêmes.

(l'orateur poursuit en français)

Je me sens souvent empli d'un sentiment de profonde humilité face à l'ampleur de tous ces défis. Tant d'espoirs sont placés en nous! Mais nous avons une obligation de répondre à ces espoirs avec de la persévérance, de la patience, du courage et de la discipline. Nous devons transformer la façon dont l'ONU fait son travail. La façon avec laquelle nous travaillons. Concentrons-nous plus sur les résultats que sur les procédures bureaucratiques. Le pendule de l'histoire bat en notre faveur. Le multilatéralisme est de retour. Un monde de plus en plus interdépendant reconnaît que l'ONU représente le meilleur moyen – en fait, le seul moyen – de relever les défis de l'avenir.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en anglais*): Plus de 180 langues sont parlées dans les cinq grandes subdivisions de New York. Cette ville cosmopolite est un microcosme mondial. Peut-il y avoir un meilleur endroit pour réunir au plus haut niveau la totalité des 192 États Membres de l'ONU?

Nous sommes réunis aujourd'hui pour débattre des grands problèmes urgents auxquels nos peuples et

nos nations sont confrontés sur les plans collectif et individuel. C'est l'une des rares occasions annuelles que nous avons de voir rassemblés dans un même lieu tant de chefs d'État et de gouvernement. Quelle chance exceptionnelle! Ces lieux historiques abritent bel et bien le parlement des peuples de la planète.

Par conséquent, je suis véritablement honoré et ravi de vous accueillir à ce débat général. Le thème de cette année s'intitule « Agir face aux changements climatiques ». Je profite également de l'occasion pour attirer votre attention sur les autres grandes priorités qui nous occuperont pendant la soixante-deuxième session.

Comme je l'ai dit plus en détail à l'ouverture de la présente session, j'ai identifié, en consultation avec les membres, cinq thèmes prioritaires qu'il nous faut traiter durant cette session: les changements climatiques, le financement du développement, les Objectifs du Millénaire pour le développement, la lutte contre le terrorisme et la revitalisation de la gestion, de l'efficacité et de la cohérence de l'Organisation, y compris la réforme du Conseil de sécurité. Je pense que ces cinq priorités représentent un équilibre entre les intérêts auxquels tous les États Membres peuvent s'identifier et qu'ils sont en mesure de les servir collectivement.

L'évolution du climat et ses effets dramatiques sont de plus en plus visibles et violents. L'ironie est que ceux qui en sont le moins responsables sont précisément ceux qui en souffriront le plus. C'est ce qu'ont réaffirmé hier de nombreux participants en envoyant le message politique fort qu'il était temps d'agir. C'est pourquoi j'ai proposé d'élaborer une feuille de route globale afin de montrer la voie au système des Nations Unies et aux États Membres.

Premièrement, il nous faut dresser un bilan pour recenser les instruments dont nous disposons et déterminer les structures nécessaires pour traiter de la question. Ensuite, nous avons besoin d'une vision plus claire de la démarche à suivre. Et pour finir, nous devons formuler une stratégie afin d'y arriver ensemble. En modernisant notre gestion et en donnant davantage de cohérence au système, nous permettrons aux Nations Unies de produire de meilleurs résultats sur toutes les priorités que j'ai mises en avant. Pour progresser rapidement, j'appelle aujourd'hui tous les membres à renouveler leur appui au Secrétaire général dans ses efforts pour faire avancer l'ordre du jour de

l'ONU et rendre l'Organisation plus efficace et moderne.

En travaillant collectivement et systématiquement sur le fond, l'Assemblée générale peut faire la preuve du rôle moteur qu'elle joue à l'échelle mondiale sur ces questions importantes. Revitaliser notre Organisation, c'est aussi rétablir la confiance et renouveler la foi dans les valeurs chères à l'ONU.

Les valeurs, normes et principes fondamentaux des relations internationales connaissent actuellement une période de profonde transition, ce qui se caractérise par des possibilités considérables, mais aussi de grandes difficultés.

Les modes de vie des individus et communautés subissent l'influence croissante des forces économiques mondiales. Dans l'ensemble, nous sommes de plus en plus riches. Les gens sont sans cesse plus nombreux à bénéficier de l'expansion des échanges, du commerce et de l'emploi dans un système fondé sur l'état de droit et les droits de l'homme. Mais pour que les bénéfices du développement perdurent, ils doivent être partagés par tous. Or, il subsiste des divisions et inégalités sociales marquées. Presque la moitié de la population mondiale vit encore avec moins de deux dollars par jour. Dans un monde où règne l'imagerie de la prospérité, il est de plus en plus douloureux d'attendre un avenir meilleur. L'éducation, qui représente la clef de l'autonomisation, est désormais plus accessible pour certains. Cela dit, chaque jour, 100 millions de jeunes enfants ne reçoivent aucun enseignement. N'épargnons aucun effort pour donner à tous un sentiment d'appartenance véritable au monde, en favorisant l'égalité des chances et le partage des responsabilités.

La réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'est pas seulement une manière de prouver notre capacité d'honorer nos engagements. Elle est surtout une mise à l'épreuve de nos convictions morales. C'est la raison pour laquelle, en consultation avec le Secrétaire général, je me propose de travailler étroitement avec les membres pour organiser, ici, à l'ONU, au cours de la présente session, une réunion des responsables chargés de la réalisation des Objectifs du Millénaire.

(l'orateur poursuit en français)

À l'heure de la mondialisation, d'autres défis se posent à nous. Les flux de capitaux deviennent de plus en plus complexes, volatiles et opaques. Nous sommes

de plus en plus vulnérables face aux nouvelles menaces auxquelles nous devons répondre. Le terrorisme, le trafic d'armes, les armes de destruction massive ainsi que les pandémies et les conséquences du changement climatique n'en sont que quelques exemples. C'est pourquoi je vous appelle à utiliser toutes les opportunités qui nous seront offertes au cours de la présente session pour progresser vers une paix durable, notamment au Moyen-Orient, en Iraq, en Afghanistan et au Darfour.

Nous devons nous mettre en mesure de répondre à ces défis face à l'accélération du monde. Les processus de décision politiques peuvent nous paraître très lents et trop lourds. Comme le disait M^{me} Al-Khalifa lors de la précédente session de l'Assemblée générale, nous sommes confrontés à un écart grandissant entre les actions à entreprendre et les moyens multilatéraux qui sont à notre disposition pour ce faire.

(l'orateur reprend en anglais)

En relevant les défis de notre temps et en favorisant de nouveaux types de coopération, nous pouvons forger une nouvelle culture des relations internationales, trouver le courage de nous dépasser et atteindre nos objectifs communs. Nous devons agir avec pragmatisme, détermination et ambition, en acceptant tous la responsabilité, partagée mais différenciée, qui nous incombe d'œuvrer ensemble en faveur du changement. S'ils sont pleinement honorés, les engagements pris au Sommet mondial de 2005 et à d'autres sommets et conférences peuvent créer les conditions d'une prospérité et d'une stabilité durables fondées sur les principes de la paix et de la sécurité, du développement international, des droits de l'homme et de l'état de droit.

Pour démontrer cela et faire davantage durant cette session et à l'avenir, l'Assemblée générale doit être davantage un dialogue et moins un monologue; elle doit mettre davantage l'accent sur la participation et être plus constructive; il lui faut se concentrer davantage sur les résultats et s'efforcer constamment de montrer l'exemple en matière d'esprit de coopération et de respect mutuel.

Il y a un vieux dicton qui conseille la chose suivante : « Si l'esprit reste équilibré, le monde entier le restera aussi ». J'ai l'espoir que nous mènerons nos efforts communs selon ce principe, non seulement durant la présente session, mais aussi à l'avenir. Pour cela, nous devons comprendre que toutes les

distinctions du monde trouvent leur origine dans les vues discriminatoires de l'esprit.

Avant de donner la parole au premier orateur de ce matin, je rappelle aux membres que la liste des intervenants a été établie en partant du principe que les déclarations devaient se limiter à 15 minutes afin que tous les orateurs puissent prendre la parole à la séance prévue. Je demande toutefois aux personnes qui vont s'exprimer de prononcer leur déclaration à un rythme normal de sorte que l'interprétation puisse être correctement assurée.

J'attire également l'attention de l'Assemblée générale sur la décision prise à des sessions précédentes, à savoir que la pratique consistant à exprimer des félicitations dans la salle de l'Assemblée générale après une allocution est fortement découragée. J'invite donc les orateurs inscrits dans le cadre du débat général à quitter la salle de l'Assemblée, une fois leur déclaration prononcée, en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte de procéder de la même manière durant le débat général de la soixante-deuxième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, j'attire l'attention des membres sur le fait que durant le débat général, des photographies officielles des orateurs sont prises par le Département de l'information. Il est demandé aux membres intéressés par ces photographies de prendre contact avec la photothèque de l'ONU.

Allocution de M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président da Silva (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : Je félicite le Secrétaire général de son accession à un poste si élevé dans le système international. Je salue la décision qu'il a prise d'encourager un débat de haut niveau sur la question extrêmement grave des changements climatiques. Il est très opportun que ce débat se tienne ici à l'ONU.

Ne nous faisons pas d'illusions. Si la base du développement mondial n'est pas remise sur pied, les risques d'une catastrophe écologique et humaine sans précédent augmenteront. Il nous faut passer outre à la notion apparemment pragmatique et sophistiquée – mais en fait anachronique, prédatrice et absurde – que les profits et la richesse peuvent croître éternellement, à n'importe quel prix. Il y a des coûts que l'humanité ne peut pas se permettre d'assumer au risque de détruire les bases spirituelles et matérielles de notre existence collective – sans risquer de s'autodétruire. La préservation de la vie doit prévaloir contre une cupidité déraisonnée.

Le monde ne modifiera toutefois pas ses rapports irresponsables avec la nature tant que nous ne changerons pas les liens existants entre le développement et la justice sociale. Si nous voulons sauvegarder notre patrimoine commun, il faut une nouvelle distribution plus équilibrée de la richesse, tant sur le plan international qu'à l'intérieur de chaque pays. La justice sociale est la meilleure arme dont nous disposons pour lutter contre la dégradation de la planète. Chacun d'entre nous doit jouer son rôle. Il est inacceptable que le coût de l'irresponsabilité de quelques privilégiés soit assumé par les dépossédés de la Terre.

Les pays les plus industrialisés peuvent et doivent donner l'exemple. Il est indispensable qu'ils s'acquittent pleinement des engagements qu'ils ont pris au titre du Protocole de Kyoto. Mais ce n'est pas suffisant. Nous devons fixer des objectifs plus ambitieux à partir de 2012, et prendre des mesures vigoureuses pour assurer une adhésion universelle au Protocole. Les pays en développement doivent également participer à la lutte contre les changements climatiques. Il nous faut des stratégies nationales claires afin que les gouvernements soient comptables devant leur peuple.

Le Brésil va bientôt lancer son propre plan national de lutte contre les changements climatiques. L'Amazonie est l'une des régions les plus vulnérables

au réchauffement de la planète, mais les menaces y afférentes pèsent sur tous les continents, qu'il s'agisse d'une désertification accrue ou de la disparition pure et simple de territoires, voire de pays entiers en raison de l'élévation du niveau de la mer. Le Brésil a entrepris des efforts considérables en vue de réduire au minimum les effets des changements climatiques. Ces dernières années, par exemple, nous avons réduit de moitié le taux de déboisement de la région de l'Amazonie.

De tels résultats ne devraient rien avoir de surprenant. Le Brésil ne renoncera en aucune circonstance à sa souveraineté ou à ses responsabilités en Amazonie. Nos récentes réalisations tiennent à la présence croissante dans la région de l'État brésilien, qui encourage, pour les 20 millions d'habitants de cette région, un développement durable assorti d'avantages économiques, sociaux, éducatifs et culturels.

Je suis convaincu que notre expérience peut profiter à des actions similaires menées par d'autres pays. À Nairobi, le Brésil a proposé l'adoption d'incitations économiques et financières afin de réduire le déboisement à l'échelle de la planète. Nous devons également intensifier la coopération Sud-Sud tout en promouvant des modalités innovantes d'action conjointe avec les pays développés également. C'est ainsi que nous pourrions concrétiser le principe des responsabilités communes mais différenciées.

Il est très important d'adopter une démarche politique intégrée vis-à-vis de l'ensemble du programme écologique. Le Brésil a accueilli la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement – le Sommet « Planète Terre ». Nous devons examiner ce qui a été réalisé depuis lors, et définir une nouvelle ligne de conduite. Je propose donc que nous tenions une autre conférence en 2012, la conférence « Rio + 20 », que le Brésil accueillera.

Nous ne surmonterons pas les terribles conséquences des changements climatiques tant que l'humanité ne modifiera pas ses propres schémas de production et de consommation d'énergie. Le monde doit sans plus tarder mettre au point de nouvelles formes d'énergie dans lesquelles les biocarburants occuperont une place centrale. Les biocarburants réduisent considérablement les émissions de gaz à effet de serre. Au cours des 30 dernières années, grâce à l'utilisation accrue et plus efficiente de l'éthanol, le Brésil a empêché l'émission de 644 millions de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Les biocarburants peuvent être beaucoup plus qu'une autre source d'énergie propre. L'éthanol et le biodiesel peuvent ouvrir d'excellentes perspectives à plus de 100 pays pauvres et en développement d'Amérique latine, d'Asie et, plus particulièrement, d'Afrique. Ils peuvent améliorer l'autonomie énergétique sans entraîner des investissements coûteux. Ils peuvent créer des emplois et des revenus et favoriser l'agriculture familiale. Ils peuvent contribuer à équilibrer les déficits commerciaux en réduisant les importations et en générant des récoltes excédentaires exportables.

L'expérience du Brésil pendant plus de trois décennies a montré que la production de biocarburants n'a pas de conséquences sur la sécurité alimentaire. Les récoltes de cannes à sucre ne couvrent qu'1 % des terres arables du pays, et les rendements continuent d'augmenter. Si des gens ont faim partout dans le monde, ce n'est pas faute d'aliments, mais faute de revenus, et cette situation afflige près d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants.

Il est tout à fait possible d'associer les biocarburants à la protection de l'environnement et à la production alimentaire. Nous veillerons à ce que la production de biocarburants soit conforme à toutes les garanties sociales et environnementales. Notre gouvernement a décidé de procéder à un zonage agro-écologique complet du pays afin de recenser les terres agricoles les mieux adaptées à la production de biocarburants. Les biocarburants brésiliens arriveront sur le marché mondial assortis du label garantissant leur respect du droit social et environnemental, ainsi que du droit du travail.

En 2008, le Brésil doit organiser une conférence internationale sur les biocarburants qui posera les bases d'une vaste coopération mondiale. Je convie donc tous les pays à y participer.

Le développement durable n'est pas seulement une question environnementale; c'est aussi un défi social. Nous faisons du Brésil un pays où il y a moins d'inégalités et plus de dynamisme. La croissance a repris; elle crée des emplois et répartit la richesse. Cette fois-ci, des perspectives s'ouvrent à tous. Nous remboursons une dette sociale vieille de plusieurs siècles, tout en procédant à de gros investissements dans un enseignement de qualité, la science et la technologie.

Nous avons honoré notre engagement de lutter contre la faim en éliminant ce fléau de la vie de plus de

45 millions de personnes. Nous avons atteint le premier Objectif du Millénaire pour le développement avec 10 ans d'avance, en réduisant de plus de moitié la pauvreté extrême dans notre pays. Lutter contre la faim et contre la pauvreté devrait être la préoccupation de tous les peuples. Une société mondiale freinée par des inégalités de revenus de plus en plus grandes n'est tout simplement pas viable. Il n'y aura pas de paix durable si nous ne réduisons pas progressivement les inégalités.

En 2004, nous avons lancé l'Action contre la faim et la pauvreté. Les premiers résultats sont encourageants, en particulier avec la création de la Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID). UNITAID a déjà réussi à faire baisser de 45 % le prix des médicaments utilisés contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose pour les pays d'Afrique les plus pauvres. L'heure est venue de donner un nouvel élan à cette initiative. Nous ne pouvons pas laisser des idées qui mobilisent tant nos pays s'éteindre peu à peu du fait de l'immobilisme bureaucratique.

Toutefois vaincre définitivement la pauvreté exige plus que la solidarité internationale. Il faut avant tout que de nouvelles relations économiques ne pénalisant plus les pays pauvres s'instaurent. Le Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce devrait promouvoir un véritable pacte en faveur du développement, en adoptant des règles justes et équilibrées en matière de commerce international. Les subventions agricoles qui rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres ne sont plus acceptables. Nous ne pouvons pas accepter un protectionnisme agricole qui perpétue la dépendance et le sous-développement. Le Brésil n'épargnera aucun effort pour que ces négociations aboutissent à une conclusion heureuse, qui doit, avant tout, profiter aux pays les plus pauvres.

Édifier un nouvel ordre international n'est pas une figure de rhétorique, mais bien une question de bon sens. Le Brésil est fier de sa contribution à l'intégration du continent sud-américain, en particulier grâce au Marché commun du Sud. Nous nous employons à réunir les peuples et les régions. Notre but est de renforcer le dialogue politique et les liens économiques avec le monde arabe, l'Afrique et l'Asie, ce que nous faisons sans sacrifier nos partenaires traditionnels. Le Brésil a mis en place un mécanisme de coopération novateur avec l'Inde et l'Afrique du Sud. Ensemble, nous travaillons à des projets

spécifiques pour aider divers pays, notamment Haïti et la Guinée-Bissau.

Nous reconnaissons tous que les pays en développement doivent participer davantage aux travaux des principaux organes internationaux de prise de décisions, notamment le Conseil de sécurité. Il est temps de passer des paroles aux actes. Nous apprécions les propositions avancées récemment par le Président Sarkozy, pour réformer le Conseil de sécurité en y incluant des nations en développement. Un examen des processus de prise de décisions au sein des institutions financières internationales est également nécessaire.

L'Organisation des Nations Unies est le meilleur outil pour répondre aux défis internationaux de l'heure. C'est par le biais de la diplomatie multilatérale que nous trouverons le moyen d'encourager la paix et le développement. Le rôle du Brésil aux côtés d'autres nations d'Amérique latine et des Caraïbes dans la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) met en lumière nos efforts pour renforcer les institutions multilatérales. En Haïti, nous apportons la preuve que la paix et la stabilité sont consolidées par la démocratie et le développement social.

En pénétrant dans ce bâtiment, les représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies peuvent admirer une œuvre d'art que le Brésil a offerte à l'ONU il y a 50 ans. Je veux parler des peintures murales représentant la guerre et la paix réalisées par le grand artiste brésilien, Cândido Portinari. La souffrance si expressive dépeinte dans la fresque représentant la guerre nous rappelle que l'ONU a la responsabilité fondamentale de contenir le risque d'un conflit armé. La deuxième peinture murale vient, elle, nous rappeler que la paix est bien plus que l'absence de guerre. Elle évoque le bien-être, la santé et la coexistence harmonieuse avec la nature. Elle prône la justice sociale, la liberté et l'élimination de ces fléaux que sont la faim et la pauvreté. Ce n'est pas un simple hasard si les personnes qui entrent dans le bâtiment se retrouvent face à la fresque représentant la guerre, alors que celles qui le quittent voient, elles, la fresque représentant la paix. Le message de l'artiste est simple mais néanmoins puissant : transformer la souffrance en l'espoir et la guerre en la paix est l'essence même de la mission de l'ONU. Le Brésil continuera d'œuvrer à la réalisation de ces nobles desseins.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République fédérative du Brésil de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bush (*parle en anglais*) : Je vous remercie de m'offrir la possibilité de prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Il y a 60 ans, les représentants de 16 nations se sont réunis pour commencer à délibérer sur une nouvelle charte internationale des droits de l'homme. Le document qu'ils ont établi s'appelle la Déclaration universelle des droits de l'homme, et il constitue un jalon historique dans l'histoire de la liberté humaine. Dès ses premières lignes, la Déclaration reconnaît que la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et leurs droits égaux et inaliénables constituent le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. Alors que nous sommes rassemblés ici pour la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, les principes de la Déclaration doivent guider nos travaux dans le monde d'aujourd'hui.

Pour réaliser la promesse de la Déclaration universelle des droits de l'homme il faut affronter les menaces à long terme. Il faut aussi répondre aux besoins immédiats du moment.

Nous, pays réunis dans cette salle, avons nos divergences. Pourtant, il existe des domaines sur lesquels nous pouvons tous être d'accord. Lorsque des innocents sont pris au piège d'une vie en proie aux meurtres et à la peur, la Déclaration n'est pas

respectée. Lorsque des millions d'enfants meurent de faim ou à cause d'une piqûre de moustique, nous ne faisons pas notre devoir dans le monde. Lorsque des sociétés entières sont tenues à l'écart de la prospérité de l'économie mondiale, la situation de chacun d'entre nous se détériore encore davantage. Changer ces conditions fondamentales est ce que la Déclaration appelle œuvrer pour une liberté plus grande, et chacun des pays membres de cette Assemblée doit y contribuer.

Cette grande institution doit tendre vers de grands objectifs, libérer les peuples de la tyrannie et de la violence, de la famine et de la maladie, de l'analphabétisme et de l'ignorance, de la pauvreté et du désespoir. Chaque Membre de l'ONU doit participer à cette mission de libération. La première mission de l'ONU consiste à libérer les peuples de la tyrannie et de la violence. L'article premier de la Déclaration universelle dispose que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Cette vérité est déniée par les terroristes et les extrémistes qui tuent des innocents dans le but de leur imposer leur vision odieuse de l'humanité. Les partisans de cette idéologie constituent une menace pour les peuples civilisés partout dans le monde. Tous les pays civilisés doivent unir leurs forces pour les arrêter, en partageant les informations qu'ils ont sur leurs réseaux, en bloquant leurs ressources financières et en traduisant en justice leurs exécutants. À long terme, la meilleure façon de vaincre les extrémistes, c'est de vaincre leur idéologie sinistre avec une vision qui apporte plus d'espoir, la vision de la liberté qui est à l'origine de la création de cette Organisation.

Les États-Unis félicitent les pays qui ont récemment réalisé de grands progrès sur la voie de la liberté, notamment l'Ukraine, la Géorgie, le Kirghizistan, la Mauritanie, le Libéria, la Sierra Leone et le Maroc. Les territoires palestiniens ont des dirigeants modérés, qui font partie du courant dominant et qui s'efforcent de mettre en place des institutions libres qui luttent contre le terrorisme, font respecter la loi et répondent aux besoins de leur peuple. La communauté internationale doit appuyer ces dirigeants de manière que nous puissions concrétiser la vision de deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Des citoyens courageux au Liban, en Afghanistan et en Iraq ont choisi la démocratie. Cependant, les extrémistes ont réagi en cherchant à les assassiner. Ce n'est pas une démonstration de force, c'est la preuve

qu'ils ont peur, et les extrémistes font tout ce qui en leur pouvoir pour renverser ces jeunes démocraties. Les peuples libanais, afghan et iraquien nous ont demandé de les aider, et tout pays civilisé a la responsabilité d'être à leurs côtés. Tout pays civilisé a également la responsabilité de défendre les peuples qui souffrent de la dictature. Au Bélarus, en Corée du Nord, en Syrie et en Iran, des régimes brutaux dénie à leur peuple les droits fondamentaux consacrés par la Déclaration universelle.

Les Américains sont indignés par la situation en Birmanie, où une junte militaire impose le règne de la peur depuis 19 ans. Les libertés fondamentales d'expression, d'association et de culte sont gravement limitées. Des minorités ethniques sont persécutées. Le travail forcé des enfants, la traite des êtres humains et le viol sont courants. Le régime détient plus de 1 000 prisonniers politiques, notamment Aung San Suu Kyi, dont le parti a été élu par le peuple birman, en 1990, à une écrasante majorité.

La junte au pouvoir demeure inflexible; pourtant, le désir de liberté du peuple ne fait aucun doute. Ce matin, j'annonce une série de mesures visant à favoriser un changement pacifique en Birmanie. Les États-Unis durciront les sanctions économiques à l'égard des dirigeants du régime et de leurs bailleurs de fonds. Nous imposerons une interdiction élargie de délivrance de visas aux responsables des plus abominables violations des droits de l'homme, ainsi qu'aux membres de leur famille. Nous continuerons d'appuyer l'action des groupes humanitaires qui s'efforcent d'atténuer les souffrances des Birmans. Je demande instamment à l'ONU et à tous les pays d'utiliser les moyens de pression diplomatiques et économiques dont ils disposent pour aider le peuple birman à recouvrer sa liberté.

À Cuba, le long règne d'un dictateur cruel touche à sa fin. Le peuple cubain est prêt pour sa liberté. Alors que le pays s'engage dans une période de transition, l'ONU doit insister sur la liberté d'expression et d'association, et sur la tenue d'élections libres et pluralistes.

Au Zimbabwe, l'homme de la rue souffre d'un régime tyrannique. Le Gouvernement a réprimé les appels pacifiques à la réforme et a forcé des millions de personnes à quitter leur patrie. Le comportement du régime de Mugabe porte atteinte à son peuple et constitue un outrage aux principes de la Déclaration universelle. L'ONU doit insister pour que la situation

change à Harare et pour que le peuple zimbabwéen puisse vivre dans la liberté.

Au Soudan, des civils innocents souffrent de répression; dans la région du Darfour, nombreux sont ceux qui perdent la vie dans le cadre d'un génocide. L'Amérique a réagi en prenant des sanctions sévères contre les responsables de la violence. Nous avons fourni une aide pour les besoins humanitaires et le maintien de la paix d'un montant supérieur à 2 milliards de dollars. J'attends avec impatience de participer à une séance du Conseil de sécurité consacrée au Darfour, et présidée par le Président français. Je me félicite du rôle de chef de file que joue la France dans les efforts visant à stabiliser les pays voisins du Soudan. L'ONU doit réagir à ce défi à la conscience et tenir sa promesse de déployer rapidement des forces de maintien de la paix au Darfour.

Ensuite, la mission de l'ONU consiste à libérer les peuples de la famine et de la maladie. L'article 25 de la Déclaration universelle stipule que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement et les soins médicaux. Dans le monde entier, l'ONU déploie de nobles efforts pour tenir parole.

Donner à manger à ceux qui ont faim est depuis longtemps une vocation pour mon pays. Aujourd'hui, plus de la moitié de l'aide alimentaire mondiale est fournie par l'Amérique. Nous envoyons des stocks de produits alimentaires d'urgence aux populations affamées, qu'elles se trouvent dans des camps au Soudan ou dans des quartiers pauvres de par le monde. J'ai proposé une initiative innovante pour lutter contre la famine, dans le cadre de laquelle l'Amérique achèterait les récoltes d'agriculteurs locaux en Afrique et ailleurs, plutôt que d'expédier de la nourriture du monde développé. Cette initiative contribuerait à renforcer l'agriculture locale et briserait le cycle de la famine dans le monde en développement, et je demande instamment au Congrès des États-Unis d'appuyer cette initiative.

Nombreux sont ceux dans cette salle qui luttent dans un esprit de générosité contre le VIH/sida et le paludisme. Il y a cinq ans, en Afrique subsaharienne, diagnostiquer un cas de sida était communément considéré comme prononcer une peine de mort, et moins de 50 000 personnes contaminées par le virus étaient soignées. Le monde a réagi en créant le Fonds mondial, qui collabore avec les gouvernements et le

secteur privé pour lutter contre la maladie dans le monde entier. Les États-Unis ont décidé de faire davantage d'efforts en lançant le Plan d'urgence pour lutter contre le sida d'un montant de 15 milliards de dollars. Depuis 2003, ces efforts ont permis de distribuer des médicaments de dernière génération à plus d'un million de personnes en Afrique subsaharienne. C'est un bon départ. C'est pourquoi au début de cette année, j'ai proposé de doubler notre engagement initial, pour porter notre intervention à 30 milliards de dollars. En s'unissant, le monde peut une fois pour toutes vaincre le VIH/sida.

Le paludisme est une autre maladie très dévastatrice. Dans certains pays, le paludisme tue autant que le VIH/sida, la grande majorité des victimes étant des enfants de moins de cinq ans. Chacune de ces morts est inutile, car la maladie peut être évitée et soignée. Le monde sait ce qu'il faut faire pour endiguer le paludisme : des moustiquaires, la pulvérisation dans les maisons et des médicaments de dernière génération pour traiter la maladie. Il y a deux ans, l'Amérique a lancé une initiative de lutte contre le paludisme d'un montant de 1,2 milliard de dollars. D'autres pays et le secteur privé ont également apporté des contributions considérables. J'appelle tous les États Membres à poursuivre leur lutte contre cette maladie, à trouver de nouveaux moyens de se joindre à cette action et à nous rapprocher du jour où le paludisme ne fera plus de victimes.

Troisièmement, l'ONU a pour mission de libérer les peuples des chaînes de l'analphabétisme et de l'ignorance. L'article 26 de la Déclaration universelle stipule que toute personne a droit à l'éducation. Lorsque les nations font les investissements nécessaires pour instruire leur population, le monde entier en récolte les fruits. Une meilleure éducation réveille les talents et les potentiels des citoyens et accroît notre prospérité à tous. Une meilleure éducation permet une meilleure santé et une plus grande indépendance. Une meilleure éducation renforce la démocratie et réduit l'attrait des idéologies violentes. Les États-Unis se joignent donc aux nations du monde pour les aider à offrir une meilleure éducation à leur population.

Une bonne éducation commence avec de bons enseignants. En partenariat avec d'autres nations, l'Amérique contribue à la formation de plus de 600 000 enseignants et administrateurs. Une bonne éducation nécessite de bons manuels. En partenariat avec d'autres nations, l'Amérique distribue donc des

dizaines de millions de manuels. Une bonne éducation exige que l'on puisse avoir accès à de bonnes écoles. Par conséquent, en partenariat avec d'autres nations, l'Amérique aide les pays à améliorer la qualité de leurs écoles, chez eux, et offre des bourses à des étudiants pour les aider à bénéficier d'une éducation dans les écoles américaines. Parmi tous les efforts que nous déployons en matière d'éducation, notre nation s'efforce d'améliorer l'accès des femmes et des filles à l'école pour que toutes et tous aient la possibilité de recevoir une bonne instruction.

Enfin, l'ONU a pour mission de libérer les peuples de la pauvreté et du désespoir. L'article 23 de la Déclaration universelle stipule que toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail. Au XXI^e siècle, cela exige que l'on veille à ce que les habitants des pays pauvres aient les mêmes chances de tirer profit de l'économie mondialisée que les citoyens des pays nantis.

L'ONU fournit une aide économique vitale pour permettre aux pays en développement de renforcer leur économie et de réaliser leur potentiel. Les États-Unis approuvent cette position. Nous avons accru considérablement notre aide au développement, et nous fournissons cette aide de manière novatrice. Nous avons créé le compte du Millennium Challenge qui récompense les nations qui gèrent bien leurs affaires publiques, luttent contre la corruption, investissent dans leur population et promeuvent la liberté économique. Grâce à cette aide, nous traitons les pays en développement en partenaires, sans paternalisme. Et nous veillons à ce que notre aide financière atteigne ceux qui en ont besoin et porte des fruits.

À long terme, ce sont les échanges commerciaux et les investissements qui peuvent le mieux contribuer à sortir les personnes de la pauvreté. Une nation ouverte et qui entretient des relations commerciales avec le monde aura des retombées économiques qui iront bien au-delà de ce qu'elle pourrait recevoir en aide extérieure. Au cours des années 90', les pays en développement qui ont beaucoup baissé leurs droits de douane ont vu leur revenu par habitant augmenter environ trois fois plus rapidement que d'autres pays en développement. La libre concurrence engendre la croissance, encourage les investissements, accroît la transparence, renforce l'état de droit et aide les pays à s'aider eux-mêmes.

La communauté internationale a maintenant une chance unique d'ouvrir ses marchés de par le monde en concluant de manière positive le Cycle de négociations de Doha. Si le Cycle de Doha aboutissait, cela signifierait de véritables et importantes ouvertures dans le domaine de l'agriculture, des biens et services, et de réelles et importantes réductions des subventions qui faussent les échanges. Les principales nations commerçantes, y compris les grands pays en développement, ont une responsabilité particulière à assumer dans la prise de la décision politique difficile de réduire leurs barrières commerciales. L'Amérique a la volonté et la souplesse nécessaire pour prendre ces décisions indispensables. Nos négociateurs font montre de cet esprit à Genève. J'engage d'autres dirigeants d'enjoindre à leurs négociateurs de faire de même. Et je conserve l'espoir que nous pourrions parvenir à un accord de Doha satisfaisant et saisir cette occasion unique.

Entre-temps, l'Amérique continuera de tenter de passer des accords visant à libéraliser les échanges et les investissements là où cela s'avère possible. Récemment, nous avons signé des accords de libre-échange avec le Pérou, la Colombie, le Panama et la Corée du Sud. Ces accords sont la concrétisation des valeurs de la libre concurrence, d'une réglementation transparente et juste, du respect de la propriété privée et du règlement des différends conformément au droit international. Ce sont de bons accords. Ils sont désormais prêts à être votés au Congrès, et j'invite instamment notre Congrès à les adopter sans délai.

Tandis que l'Amérique travaille avec l'ONU pour satisfaire aux besoins urgents, nous collaborons également pour relever les défis à plus long terme. Ensemble, nous nous préparons à affronter des pandémies qui pourraient causer mort et souffrances dans le monde entier. Ensemble, nous travaillons pour mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive. Ensemble, nous faisons face aux difficultés en matière de sécurité énergétique, de qualité de l'environnement et de changements climatiques. Je me félicite du débat d'hier soir sur les changements climatiques dirigé par le Secrétaire général. J'attends avec intérêt de poursuivre les discussions lors de la réunion des grandes économies qui se tiendra à Washington à la fin de la semaine.

Les objectifs que j'ai soulignés aujourd'hui ne peuvent être atteints d'un jour à l'autre, et ils ne peuvent être atteints sans une réforme de cette institution vitale. Les États-Unis sont fermement

attachés à une ONU forte et dynamique. Pourtant, le peuple américain est déçu des carences du Conseil des droits de l'homme. Cet organe est resté silencieux sur la répression exercée par certains régimes, de la Havane à Pyongyang, en passant par Caracas et Téhéran, alors même qu'il a de manière excessive concentré ses critiques sur Israël. L'ONU, pour être crédible aux yeux du monde en matière de droits de l'homme, doit tout d'abord réformer son propre Conseil des droits de l'homme.

Certains ont également appelé à une réforme de la structure du Conseil de sécurité, en particulier à l'augmentation du nombre de ses membres. Les États-Unis sont ouverts à cette perspective. Nous estimons que le Japon remplit toutes les conditions requises pour devenir membre permanent du Conseil de sécurité et que d'autres nations devraient également être considérées. Les États-Unis seront à l'écoute de toutes les bonnes idées, et nous appuierons des changements au Conseil de sécurité dans le cadre de la refonte plus large de l'ONU. Dans tous nos domaines d'intervention, je lance un appel aux États Membres pour qu'ils veillent à ce que l'institution adhère à des normes éthiques strictes et réponde aux nobles principes énoncés par la Déclaration universelle.

Grâce à la détermination et au courage de tous ceux qui sont ici présents, nous pouvons construire un monde où l'on jouira de la liberté d'expression, de réunion et de culte, un monde dans lequel les enfants de toutes les nations grandiront en bonne santé, auront une bonne éducation et regarderont vers l'avenir avec optimisme – un monde où les perspectives d'avenir traverseront chaque frontière. L'Amérique montrera la voie vers cette vision du monde où nous avons tous été créés égaux et libres pour réaliser nos rêves. Cette conviction constitue le fondement de mon pays. C'est la promesse qui a été à la base de la création de cette instance. Et, avec notre détermination, cela peut constituer l'avenir de notre monde.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Georges W. Bush, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. John Agyekum Kufuor,
Président de la République du Ghana**

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kufuor (Ghana) (*parle en anglais*) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale. L'Assemblée s'enrichira sans aucun doute de la longue expérience diplomatique que vous lui apporterez.

Hier, dans cette salle, la grave question des changements climatiques, à laquelle est consacrée la session de cette année, a fait l'objet d'un débat animé. En fonction du consensus atteint entre les principaux responsables, l'ampleur du désastre à l'échelle de la planète sera plus ou moins grande, en particulier dans les pays pauvres, moins aptes, sur les plans financier et technologique, à s'adapter dans la durée. Le caractère universel de la menace étant généralement admis, le Ghana estime que l'Organisation des Nations Unies doit être investie du pouvoir de créer un organisme compétent et doté des moyens scientifiques et technologiques nécessaires pour étudier le problème dans sa globalité et, surtout, répondre à la question de savoir où et quand il surviendra, de façon que les dispositifs d'alerte et les secours soient prêts pour faire face aux catastrophes en temps et en lieu.

Ce n'est pas en laissant les nations, en particulier celles du monde en développement, livrées à elles-mêmes face au problème que l'on progressera. La responsabilité doit être collective, même si des solutions sont recherchées dans différentes directions. Quoi qu'il en soit, la menace doit être traitée à titre d'urgence par l'Organisation et l'ensemble de ses États Membres, au plan individuel et collectif, pour la survie de l'humanité.

Le 6 mars 2007, le Ghana a célébré le cinquantième anniversaire de son accession à l'indépendance en tant que nation souveraine. Les Ghanéens ont été surpris par l'incroyable degré de sympathie exprimée partout dans le monde. Qu'il me soit d'ailleurs permis de saisir cette occasion pour transmettre les sincères remerciements du Ghana aux membres de l'Assemblée et, en fait, au monde entier pour l'extraordinaire solidarité dont il a fait l'objet. Puissent tous les peuples du monde s'unir et vivre dans la paix.

Profondément attaché à la liberté de la justice et avide de renouveau, le Ghana s'est mis au service du respect des droits de l'homme, de la démocratie, de la bonne gouvernance et d'une économie saine afin de permettre à sa population de réaliser son potentiel aux fins du développement durable de la nation.

Là encore, conscient de son rôle dans la lutte menée par l'Afrique pour s'affranchir du colonialisme et de l'apartheid, le Ghana s'est engagé à travailler de son mieux avec ses frères africains et en partenariat avec la communauté internationale pour mettre fin à l'impunité, à l'exploitation et à la mauvaise gouvernance, qui freinent la croissance économique et le développement du continent depuis de nombreuses années. Cela suppose de mobiliser toutes les énergies en vue d'accroître les moyens d'action du continent, grâce à une gouvernance responsable et transparente, à la croissance économique et au développement, de sorte qu'il puisse s'attaquer à la myriade de problèmes qui l'assaillent et rejoindre le courant de la mondialisation.

En juillet de cette année, le Ghana a eu l'honneur d'accueillir à Accra la neuvième session ordinaire du Sommet de l'Union africaine. Ce Sommet avait pour seul but d'organiser un vaste débat visant la réalisation d'une union des gouvernements à l'échelle continentale qui permette d'accélérer durablement la croissance et le développement de l'Afrique et de ses peuples. À l'issue de discussions franches et fructueuses, l'adoption de mesures fermes a été décidée en vue d'atteindre ce noble objectif.

À cette fin, le Sommet continue d'accorder une priorité majeure au règlement et à la prévention des conflits intra-étatiques et interétatiques. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a été chargé de mettre au point une architecture de sécurité robuste et fiable à l'échelle du continent, notamment en constituant dans les plus brefs délais une force

africaine d'intervention. Ces initiatives, que soutient la communauté internationale, ont déjà permis de réduire sensiblement le nombre des conflits armés, très élevé sur le continent depuis ces quarante dernières années.

Il importe de régler les crises qui frappent actuellement la province du Darfour, au Soudan, et la Somalie, ainsi que le conflit qui oppose l'Éthiopie et l'Érythrée dans le cadre de notre action concertée visant à rétablir la paix et la stabilité en Afrique. Il importe aussi que cette Organisation et la communauté internationale soutiennent vigoureusement les mesures tendant à consolider la paix dans les pays sortant d'un conflit, comme le Burundi, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone et la République démocratique du Congo, de manière à éviter une éventuelle rechute.

C'est pourquoi nous saluons l'action de la Commission de consolidation de la paix dont le premier rapport annuel (A/62/137) met en lumière les défis liés à la reconstruction et au développement de pays se relevant d'un conflit, comme la Sierra Leone et le Burundi. En sa qualité de membre et de Vice-Président de la Commission, le Ghana concourra avec diligence à la réalisation des objectifs de la Commission.

En outre, nous nous félicitons de la résolution 1769 (2007) du Conseil de sécurité par laquelle le déploiement d'une opération hybride a été autorisé au Darfour, avec l'assentiment du Gouvernement soudanais. Nous demandons qu'elle soit appliquée au plus vite selon le calendrier prévu. Nous prenons note, à ce sujet, des efforts inlassables conjointement menés par l'Union africaine et le Conseil de sécurité, qui ont finalement obtenu une reprise du dialogue entre le Gouvernement soudanais et les factions belligérantes du Darfour.

Nous saluons également l'initiative prise par le Secrétaire général Ban et le dirigeant libyen, notre frère Muammar Kadhafi, en vue de convaincre les dernières factions belligérantes récalcitrantes de s'associer à des pourparlers authentiques et harmonieux.

Dans le même temps, l'initiative de paix mise en œuvre en Somalie pose de nombreux problèmes que l'Union africaine n'est pas en mesure de régler seule. Nous sollicitons donc l'aide concertée et opportune de l'Organisation des Nations Unies. Dans cet esprit, nous prions instamment l'Organisation d'examiner la demande d'aide financière, logistique et technique

présentée par l'Union africaine aux fins du déploiement complet de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Cela correspondrait à la lettre et à l'esprit de la résolution 1772 (2007) du Conseil de sécurité, adoptée en août 2007. De cette manière, les États Membres, dont le Ghana, qui se sont engagés à fournir des contingents, seraient en mesure de le faire. Il importe aussi de concevoir un plan d'urgence prévoyant le déploiement d'une force des Nations Unies qui prenne la relève de l'AMISOM d'ici à février prochain.

L'Afrique progresse avec détermination, comme en témoigne l'amélioration de la gestion macroéconomique de nombreux pays africains. Le produit intérieur brut moyen est en hausse : il est passé de 5,2 % en 2005 à 5,7 % en 2006 et s'élève actuellement à 6 %, rythme qui devrait se maintenir, voire s'accélérer, ces prochaines années. Par conséquent, l'Afrique est plus que jamais un bon partenaire commercial. On en voit la preuve dans l'intérêt manifesté par les investisseurs tant locaux qu'étrangers. Entre-temps, l'agence de l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), est sérieusement engagée dans l'étude de projets viables qui pourraient s'avérer stratégiques pour ce qui est d'offrir au continent entier et à son économie des possibilités de développement accéléré. L'énergie, les communications et le développement de l'infrastructure occupent une place importante dans cette entreprise.

Le Mécanisme d'évaluation intra-africaine est également une création du NEPAD. Il a déjà fait la preuve de son utilité pour favoriser le respect des droits de l'homme et de la démocratie, de même que la transparence et la gouvernance responsable. En effet, à mesure que de nouveaux pays y adhèrent volontairement, sa véritable valeur en tant que processus créatif et ingénieux visant à traiter des nombreuses causes profondes des conflits se fait de plus en plus évidente. La décision de l'Assemblée générale d'entériner le choix du NEPAD comme cadre de la coopération avec l'Union africaine est par conséquent appréciée, d'autant qu'elle tombe à point nommé.

On observe une amélioration générale des relations entre l'Afrique et les divers blocs régionaux et parties développées du monde. Cela est illustré par un certain nombre d'initiatives, parmi lesquelles le compte du Millennium Challenge et l'*African Growth*

and Opportunity Act (loi en faveur de la croissance de l'Afrique et son accès aux marchés) des États-Unis d'Amérique; les accords africain, caribéen et pacifique avec l'Union européenne; la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique avec le Japon; le Forum sur la coopération sino-africaine; le Forum indo-africain pour la coopération et le forum Afrique-Brésil, parmi tant d'autres.

Malgré cette tendance, l'aide publique au développement souffre encore de lacunes importantes, qui doivent être comblées rapidement si l'on veut que les nations africaines qui peinent soient en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les partenaires développés sont donc vivement engagés à honorer leurs promesses.

En ce qui concerne les pourparlers relatifs aux échanges mondiaux, nous exhortons ces partenaires à s'engager résolument en faveur de l'Initiative d'aide au commerce, qui constitue l'un des grands principes du Cycle de Doha. De même, sur l'accord de partenariat économique proposé, l'Union européenne doit consentir à assouplir les délais de réalisation. Les partenaires de développement doivent également accepter de revoir le calendrier de levée des barrières douanières et la question des achats, car il se pourrait que les économies relativement faibles de nombreuses nations africaines, caribéennes et pacifiques ne soient pas en mesure de supporter le choc d'une mise en œuvre à court ou moyen terme sans certains arrangements.

La proposition du Secrétaire général d'intégrer le Bureau des affaires de désarmement au Secrétariat afin de le faire participer à la prise de décisions est fort opportune, compte tenu de la prolifération des armes légères et de la menace du terrorisme. Dans de nombreux endroits du monde, ces périls conjugués sont les véritables armes de destruction massive. Le Ghana salue des mesures telles que la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix et la création du Département de l'appui aux missions. Cette dernière initiative réduira non seulement la charge de travail du Département des opérations de maintien de la paix, mais elle contribuera également à promouvoir son efficacité, sa responsabilité et sa transparence.

L'approbation, par l'Assemblée générale, de la refonte du système d'administration de la justice à l'ONU, pour la première fois depuis 60 ans, est également une avancée louable que l'on attendait depuis longtemps. Cependant, le Ghana invite

instamment l'Organisation à s'interroger aussi sur les mécanismes d'application des arrêts de la Cour internationale de Justice.

Les conflits, en particulier ceux qui font rage dans le monde en développement, battent toujours en brèche les politiques menées pour améliorer les conditions de vie de nos peuples. Le développement durable ne peut intervenir que dans un environnement international caractérisé par la paix et la sécurité. L'ONU demeure le principal et meilleur instrument multilatéral disponible pour favoriser un tel environnement et promouvoir une coopération internationale fructueuse, en particulier s'agissant de la mondialisation. Tous ses États Membres doivent par conséquent servir sans équivoque ses buts et idéaux.

Enfin, permettez-moi une fois encore de souhaiter au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, toute la réussite possible durant son mandat et de l'assurer de l'appui et de la coopération sans faille du Ghana.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Ghana pour sa déclaration.

M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je demande aux membres des délégations qui conduisent des échanges bilatéraux informels dans la salle de l'Assemblée générale de bien vouloir procéder à ces échanges à l'extérieur de la salle, par respect pour les orateurs. Veuillez vous asseoir avant que le prochain orateur ne prenne la parole.

Allocution de M. Nursultan A. Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Kazakhstan.

M. Nursultan A. Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à M. Nursultan A. Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Nazarbayev (*parle en russe*) : Je vous invite tous à faire un court voyage dans le temps et à revenir en 1946, pour nous rappeler que l'Assemblée générale des Nations Unies, réunie pour la première fois, prit alors comme toute première décision de créer un comité chargé des problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique.

Depuis lors, presque rien n'a été fait pour dissiper les peurs de l'humanité. Au contraire, la course à la possession d'armes nucléaires, qui concerne désormais aussi des organisations terroristes, se poursuit sans relâche. Même si la communauté des nations a reconnu depuis longtemps qu'il était nécessaire de réformer le système de sécurité internationale, aucun progrès réel n'a été enregistré jusqu'à présent.

L'absence de consensus international sur la question a entraîné un affaiblissement dramatique du système de sécurité collective. De manière générale, nous sommes face à une crise systémique de la gouvernance internationale, et la communauté internationale finit par manquer de moyens légitimes pour porter un coup d'arrêt à la prolifération des armes de destruction massive.

Indépendamment de toute considération éthique, économique ou autre, nous devons ériger des barrières juridiques pour arrêter cette prolifération. C'est pourquoi le Kazakhstan propose que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) soit revu afin de mieux correspondre aux nouvelles réalités.

Il faut reconnaître que le TNP est devenu un accord asymétrique au titre duquel les sanctions sont uniquement applicables aux États non nucléaires. Pourtant, si les puissances nucléaires appellent à interdire la mise au point d'armes nucléaires, elles devraient elles-mêmes montrer l'exemple en réduisant leurs arsenaux pour finalement y renoncer. Tel n'est pas le cas et ce manque d'équité alimente les aspirations de certains États à acquérir malgré tout des armes de destruction massive. J'ajoute néanmoins qu'à notre avis, ces aspirations sont irrationnelles.

Le peuple du Kazakhstan a vécu toutes les horreurs des conséquences des explosions atomiques. Il y a eu 456 explosions de ce type sur le polygone d'essais nucléaires de Semipalatinsk.

C'est pour cette raison que le Kazakhstan, après son accession à l'indépendance, a pris sa première décision historique de fermer ce polygone d'essais nucléaires. Il a ensuite renoncé à son arsenal de

missiles nucléaires, le quatrième au monde, et en a démantelé l'infrastructure. Je tiens à noter ici que nous disposons à l'époque non seulement du personnel qualifié, mais aussi de pratiquement tous les vecteurs nécessaires d'ogives nucléaires.

Ces mesures ont déterminé notre stratégie dans le domaine de la sécurité mondiale. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une nation en possession d'une force destructrice y a renoncé volontairement.

Je suis certain qu'en prenant cette mesure, le Kazakhstan a établi un climat de confiance dans le monde, et grâce à cela, le pays a reçu un afflux d'investissements considérables qui ont été à la base de nos réalisations impressionnantes dans le domaine du développement, réalisations connues aujourd'hui partout dans le monde. En prenant cette mesure, nous avons renforcé notre indépendance, grâce aux garanties de sécurité que nous avons reçues de tous les États dotés d'armes nucléaires. Pourquoi les autres pays ne suivraient-ils pas notre exemple, au lieu de gaspiller des sommes gigantesques dans la course aux armements?

Ces dernières années, le terrorisme international a affaibli considérablement la sécurité dans le monde. Le trafic international des stupéfiants constitue la base financière du terrorisme. Aujourd'hui, l'industrie internationale des stupéfiants compte pour un tiers du volume annuel de « l'économie du terrorisme ». Chacun sait que le terrorisme trouve un terrain fertile dans les pays pauvres et instables. Nous avons un pays dans cette situation dans notre région, l'Afghanistan. Dans ce pays, le commerce des stupéfiants ne cesse de croître.

Les pays pauvres ont besoin de l'aide des nations développées. Ils ont besoin d'une assistance qui se traduise par des progrès tangibles. Grâce à l'essor de son économie, notre pays qui, récemment encore, recevait une aide extérieure, a rejoint le groupe des « nouveaux donateurs ». Ces dernières années, le Kazakhstan a vu son économie croître à un taux annuel de quelque 10 %. Et nous sommes désormais en mesure d'aider nos voisins.

Nous jugeons préoccupantes les difficultés auxquelles se heurtent le processus de reconstruction de l'Iraq et la stabilisation de la situation en Afghanistan, car ces pays sont nos voisins. Les peuples de notre région, de même que l'ensemble de la communauté internationale, comptent sur un règlement pacifique de la « crise » iranienne. Le meilleur moyen

de régler la question serait que l'Iran, dont le peuple a une grande histoire et une grande culture, démontre le caractère pacifique de son programme nucléaire.

Aujourd'hui, les efforts de maintien de la paix menés par l'ONU restent l'instrument le plus efficace de règlement pacifique des crises régionales. Il y a 15 ans, le Kazakhstan, du haut de cette tribune, proposait une initiative visant à renforcer le potentiel de maintien de la paix de l'Organisation. Nous avons proposé la création d'un fonds de maintien de la paix des Nations Unies auquel les États verseraient volontairement une contribution équivalant à 1 % de leurs budgets militaires.

Cette idée a reçu l'appui du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui a proposé de réorienter 1 % des dépenses militaires mondiales vers le développement. Je crois que cette décision serait un pas important vers la mise en œuvre de la stratégie de l'ONU en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Permettez-moi d'appeler ici l'attention de l'Assemblée sur un certain nombre de questions importantes dans le contexte de la coopération du Kazakhstan avec l'ONU et ses États Membres.

Premièrement, le Kazakhstan se félicite de la décision prise par l'Assemblée générale de faire des problèmes liés aux changements climatiques un thème prioritaire de sa présente session.

À cet égard, je voudrais appeler l'attention sur l'initiative que nous avons avancée au Sommet de Johannesburg sur le développement durable, en réitérant notre proposition d'établir dans le cadre de l'ONU un registre des problèmes environnementaux mondiaux. Cet instrument nous aiderait à mettre au point des mécanismes de lutte contre les catastrophes écologiques.

Dans les années 90, la mer d'Aral, qui était autrefois une vaste mer intérieure, avait perdu les trois quarts de ses eaux – une catastrophe pour les millions de personnes vivant à proximité. Le sel des fonds marins à découvert se répand sur tout le continent eurasiatique, nuisant à l'environnement. Les pays de la région de l'Asie centrale ont fait beaucoup d'efforts pour réhabiliter cette mer. Toutefois, sans la consolidation des efforts de la communauté internationale, ce problème ne pourra être résolu. Comme je l'ai fait au Sommet « Planète Terre » de 2002, je propose encore une fois que l'on octroie au

Fonds international pour sauver la mer d'Aral le statut d'une institution des Nations Unies.

Deuxièmement, l'aggravation de la crise mondiale de l'énergie et la menace croissante de changements climatiques négatifs que connaît notre planète posent de graves problèmes pour la communauté mondiale. Nous partageons la préoccupation des dirigeants du Groupe des Huit (G-8) et des pays de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) face à ces problèmes. Il serait utile que nous élaborions, dans le cadre de l'ONU, une stratégie mondiale de l'énergie et de l'environnement et que nous l'examinions au Sommet mondial pour le développement durable de 2012.

Troisièmement, le Kazakhstan fait partie de la région de la mer Caspienne, qui joue un rôle grandissant sur les marchés internationaux de l'énergie. À l'heure actuelle, le Kazakhstan abrite le septième gisement de pétrole au monde, le sixième gisement de gaz naturel, et il occupe le deuxième rang mondial pour ce qui est des gisements d'uranium.

D'ici à 2017, le Kazakhstan comptera parmi les 10 principaux producteurs et exportateurs mondiaux de pétrole. Mon pays est également en train d'augmenter sa production de gaz. Comme nous disposons de vastes gisements d'uranium, nous allons jouer un rôle important dans le développement du secteur de l'énergie nucléaire. Cela dit, le Kazakhstan est bien conscient de sa part de responsabilité dans le maintien de la sécurité et de l'équilibre énergétiques mondiaux.

Afin de favoriser la diversification de l'approvisionnement des consommateurs en énergie et de fournir en outre des assurances aux producteurs d'énergie, le Kazakhstan propose l'adoption d'un pacte eurasiatique sur la stabilité de l'approvisionnement en énergie.

Quatrièmement, la première conférence mondiale de l'ONU sur les problèmes auxquels se heurtent les pays en développement sans littoral, organisée par le Kazakhstan en 2003, a adopté un document international, le Programme d'action d'Almaty, dont nous pensons qu'il facilitera l'octroi d'une aide efficace à ce groupe de pays. Les décisions relatives au développement d'une coopération régionale et d'une infrastructure de transport et de transit adoptées à la dernière session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, tenue au

Kazakhstan en mai dernier, sont devenues une étape importante et logique dans la même direction.

Cinquièmement, s'agissant de l'Asie, on ne peut pas ne pas mentionner la question de la mise en place d'un arrangement de sécurité collective au niveau du continent, ce qui est devenu possible grâce à la mise en œuvre de l'initiative prise par le Kazakhstan de convoquer la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), initiative que j'ai moi-même annoncée depuis cette tribune lors de la quarante-septième session de l'Assemblée générale en 1992. Aujourd'hui, cette Conférence rassemble 18 États qui couvrent 90 % du territoire de l'Asie et dont la population constitue la moitié des habitants de notre planète. Le temps a démontré toute la pertinence de la CICA qui favorise le renforcement du dialogue politique entre les pays d'Asie.

Sixièmement, nous appuyons les efforts conjoints visant à réformer les activités de l'ONU. À notre avis, la composition du Conseil de sécurité devrait être élargie dans les deux catégories de membres – permanents et non-permanents – sur la base d'une représentation géographique équitable et du respect de l'égalité souveraine des États. Les méthodes de travail du Conseil de sécurité devraient également faire l'objet d'une réforme dans l'optique d'améliorer la transparence et la responsabilité. L'Assemblée générale devrait jouer un rôle central en tant que principal organe délibérant, décisionnel et représentatif de l'Organisation.

La plupart des prédictions sensationnelles qui ont été faites sur le choc inévitable des civilisations ne se sont heureusement pas vérifiées. Toutefois, il nous faut dire clairement que les tensions interconfessionnelles alimentent la base sociale du terrorisme international et de l'extrémisme religieux. Je crois que la quête d'une entente entre les religions et la coexistence pacifique des groupes ethniques constituent un élément crucial dans le processus de maintien de la sécurité internationale.

Le Kazakhstan, où vivent 130 groupes ethniques représentant 45 religions, a donné un exemple de tolérance, ce qui est devenu un facteur décisif dans les efforts visant à instaurer la paix, la stabilité et le progrès économique dans le pays.

Conscient de l'importance critique d'un dialogue entre toutes les religions du monde sur les questions clefs de l'ordre mondial contemporain, le Kazakhstan a accueilli, en 2003 et 2006, des forums des dirigeants du

monde et des religions traditionnelles au cours desquels des personnalités religieuses influentes ont tenté de trouver non seulement un langage commun d'entente, mais aussi des mécanismes visant à alléger les tensions interconfessionnelles des « points chauds » de la planète. Je propose également que l'une des années à venir soit proclamée année internationale de la convergence des cultures et des religions.

Quelques jours seulement après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le Pape Jean-Paul II s'est rendu dans notre pays. Il a alors déclaré qu'un événement tragique ne devait pas devenir la cause d'un conflit de religions. Je suis fermement convaincu qu'il n'y a pas un problème dans le monde qui ne puisse être résolu si nous choisissons l'harmonie, la tolérance et la spiritualité contre l'animosité, en nous appuyant sur la confiance et la coopération mutuelles. Une telle entente permettrait d'encourager l'espoir et de renforcer la confiance en l'avenir.

L'ONU joue un rôle particulier dans le renforcement de ces espoirs. Nous ne doutons pas de la légitimité du droit international et nous avons foi dans l'efficacité des mécanismes multilatéraux tels que l'ONU pour promouvoir la sécurité et l'équité. Nous nous élevons contre toute tentative visant à affaiblir l'Organisation. Le Kazakhstan s'associe aux États qui souhaitent renforcer le rôle et l'autorité de l'ONU, car nous la considérons comme le seul organe international capable d'influer efficacement sur les questions de guerre et de paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Kazakhstan de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Nursultan A. Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Honduras.

M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la

bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zelaya Rosales (Honduras) (*parle en espagnol*) : Je voudrais exprimer notre gratitude au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui a accompli un travail remarquable, renforçant ainsi le prestige de l'Organisation des Nations Unies.

Je suis ici au nom du peuple hondurien, qui m'a confié le flambeau de la paix en Amérique centrale afin que je puisse porter bien haut dans la salle de l'Assemblée cette lumière qui illumine la compréhension entre les peuples et les nations.

Le Honduras est rempli d'espoir. Aujourd'hui nous présentons les meilleurs indicateurs socioéconomiques des dernières décennies. Notre croissance économique se situe en moyenne à 7 %. Nous avons obtenu de très bons résultats dans le domaine de la création d'emplois. La réduction de la pauvreté commence à s'accélérer avec un rythme de plus de 6 % en 18 mois. Nous avons réduit les feux de forêts de 40 %, ainsi que l'exploitation forestière illégale, la progression de l'agriculture migratoire et l'élevage extensif. Nous avons désormais des conditions propices aux entreprises publiques et privées. Nous commençons à appliquer de manière stricte la loi sur la transparence en tant qu'instrument civique permettant aux citoyens d'avoir un meilleur accès à l'information publique.

Nous avons déjà eu l'occasion depuis cette extraordinaire tribune et assemblée des peuples, à la soixante et unième session, de présenter nos requêtes et nos propositions et de réaffirmer nos valeurs. La majorité des Honduriens croit en la démocratie. Nous croyons dans le libéralisme social et dans l'économie de marché, dans leur acception véritable, en tant qu'instruments utiles pour un échange équitable des biens, qui sont en fait le produit du travail humain.

Or, dans la pratique, qui est le seul moyen de mettre la vérité à l'épreuve, le commerce international fonctionne de manière très inégale et inéquitable, à l'image de l'inégalité et du manque d'équité qui règnent dans les relations entre les pays puissants et les pays économiquement faibles. Si nous ne le réorientons pas dans le bon sens, le libre-échange, tant prôné au plan international dans les discours et la propagande, pourrait se transformer en un argument fallacieux de plus servant à masquer des relations inégales, une

distribution injuste des bénéfices et le code inique et invisible d'une concurrence déloyale et discriminatoire.

Je m'appuie pour cela sur les chiffres mêmes de l'Organisation mondiale du commerce, qui reconnaît qu'à peine 7 % du commerce international se fait dans des conditions de liberté et de libre jeu des règles économiques et transparentes. Le reste, c'est-à-dire plus de 90 % des échanges commerciaux de la planète, se déroulent, encore et toujours, en marge des normes illusoire de liberté et de justice auxquelles nous aspirons tous.

Nous devons corriger cette situation. Le moment est venu. Nous devons impérativement continuer de créer les conditions permettant d'améliorer les accords internationaux. J'ai conscience que nous nous faisons concurrence sur des marchés imparfaits, avec des règles du jeu inégales qui fixent les avantages et les inconvénients. Certains reçoivent toute sorte de subventions et de droits préférentiels, qui transforment leurs produits en biens privilégiés. Les prix spéculatifs, le dumping, les monopoles, les oligopoles et d'autres formes discriminatoires sont encouragés, et quelques-uns parviennent ainsi à imposer leur volonté et leurs intérêts à ceux d'entre nous qui luttons pour simplement parvenir au seuil du développement.

Notre exigence est que soient respectées les normes d'un véritable libre-échange et d'une véritable libre-concurrence. Nous ne voulons pas être relégués dans les profondeurs de l'histoire. Nos peuples ont le droit d'atteindre, eux aussi, les sommets de la prospérité.

L'un des exemples les plus évidents et les plus classiques de ce problème, et qui vaut la peine d'être mentionné devant cette Assemblée, ce sont les taxes et les droits de douanes exagérés que le marché européen impose à la banane en provenance de nos régions. Un exemple en est la récente demande de révision formulée par les États-Unis, visant à imposer de nouveaux droits de douane sur les produits et sur la vente des textiles et tissus que le Honduras exporte vers le marché des États-Unis. Cela mine l'esprit de la règle du traité que nous avons signé il y a à peine un an et aurait un impact sur les exportations du Honduras vers le marché des États-Unis, marché que les investisseurs situés dans notre pays ont gagné pas à pas, se battant pour vendre des produits de meilleure qualité au meilleur prix.

Comme les membres le constatent, nous ne sommes pas venus ici pour demander l'impossible ni réclamer ce qui ne nous est pas dû. Nous voulons seulement rendre compte de nos demandes justes et nécessaires, de notre souhait fondamental de voir appliquer un traitement équitable dans les relations commerciales sur le marché international. Nous ne demandons ni compassion ni pieuse condescendance. Nous demandons le respect, nous demandons un prix correct et conforme à la réalité pour nos produits, la valorisation de nos efforts, de notre travail suivant le même critère qui est appliqué pour évaluer les efforts des autres peuples et des autres communautés de producteurs de biens et services. Nous exigeons des règles et des normes équitables; nous exigeons un traitement juste que nous méritons en tant que partenaires incontournables et effectifs de cette planète que nous avons tous en partage.

De même, nous tenons à mentionner à l'Assemblée un problème dont nous souffrons presque tous. Nous courons les mêmes risques dus à la hausse spéculative, sur les marchés internationaux, des prix du pétrole et de ses produits dérivés. Il y a à peine cinq ans, le prix du baril de pétrole était d'environ 13 dollars; aujourd'hui, il dépasse déjà 80 dollars. Le prix a connu une augmentation spectaculaire de 600 %, imposant ainsi à nos pays un état de plus grande dépendance et de dénuement national.

L'économie de nos pays ne peut plus supporter cette saignée économique, qui détruit toute tentative de protection sociale. Une grande partie des ressources que nous pouvons investir pour lutter contre les maladies, l'ignorance, la faim et le retard séculaire de développement est à présent drainée vers les grandes sociétés pétrolières transnationales. Alors que nous luttons pour réduire la pauvreté dont découlent tant d'autres maux hérités de ceux qui se déclarent déchargés de toute culpabilité et de toute responsabilité, les maîtres du monde et du commerce font rapidement monter les prix à des niveaux indécents, les utilisant comme moyens de pression avec la hausse du pétrole.

Nous faisons appel à la conscience universelle pour que chacun déploie d'urgence des efforts qui permettront d'intervenir sur l'extrême spéculation des prix du pétrole. Il faut créer une coopération mutuelle qui permettra de produire des formes d'énergie alternative, sans pour autant donner une nouvelle occasion d'inventer des guerres plus ou moins intenses

qui ne font que violer le droit souverain et le droit de renforcer la paix des démocraties du monde.

Ce sont les contrastes du modernisme. Paradoxalement, alors que les frontières s'ouvrent à la spéculation, aux abus et au libre-échange, des frontières se ferment pour les personnes, en particulier pour les migrants. L'absence de limites éthiques dans une société de consommation effrénée produit, dans les pays en voie de développement, des perspectives illusives parmi les jeunes. Bombardés d'une propagande enivrante, ils poursuivent des illusions qui se transforment ensuite en besoins économiques prioritaires. Cela donne inévitablement lieu à une diaspora en quête du fameux « rêve américain ».

Il n'y a rien de mieux que cet auditoire universel pour réfléchir sur ce thème qui nous concerne tous, les uns en tant que pays d'origine et les autres en tant que pays d'accueil. Immense est la tragédie des migrants, des exilés volontaires modernes qui vont d'un endroit à l'autre à la recherche de conditions de vie meilleures.

Le Honduras, mon pays, est une société multiethnique, multiraciale et composé d'innombrables migrants. Au fil de son histoire, mon pays a été une terre de passage pour les migrants étrangers, un refuge pour les migrants venus d'ailleurs et, à son tour, un vivier d'émigrés qui cherchent une vie meilleure parfois sur des territoires si étrangers et si lointains. Cette triple qualité de pays d'origine, pays d'accueil et pays de transit nous donne l'autorité morale de parler de cette question avec le bon sens et la fermeté qu'il convient, mais également avec la sensibilité et la solidarité indispensables.

Être migrant n'est pas un délit. La migration n'a jamais été considérée et ne doit jamais être considérée comme un délit ou une menace mais comme un droit de l'homme. La migration ne relève pas de la sécurité des pays et ne doit pas être inscrite à l'ordre du jour de la politique de sécurité d'un pays. Ce fut seulement le cas à l'époque du fascisme. Cette question doit être inscrite dans le programme de développement d'un pays et être considérée dans ce cadre dont elle relève réellement. De cette façon, nous n'assisterons plus au spectacle odieux de persécutions inhumaines à l'encontre de migrants, de sans-papiers, poursuivis et humiliés.

L'émigration est un droit, tout simplement un droit de l'homme élémentaire. Celui qui considère le problème de la migration uniquement sous l'angle des envois de fonds aux familles ou du vote des émigrés à

l'étranger commet une erreur de myopie très grave. Cela revient à donner une dimension erronée au phénomène des flux migratoires croissants dans le monde. Le problème est complexe et difficile, il est lié à la structure économique du pays d'origine des émigrés, aux problèmes politiques, aux catastrophes naturelles, à la guerre, à la violence, à la pauvreté, au chômage. La migration fragilise la cohésion sociale du pays d'origine; favorise l'exode du capital social et encourage la fuite de main-d'œuvre dans la tranche de population la plus productive et la plus active; vide les communautés de leurs membres; paralyse les processus démocratiques et crée des conditions défavorables qui poussent cette merveilleuse main-d'œuvre à quitter le pays.

La migration en tant que phénomène social multiple et contradictoire mérite d'être examinée de façon sérieuse et scientifique, au-delà des simples émotions et sentiments. Les migrants sont des personnes qui, tout simplement, recherchent de nouveaux marchés afin de vendre la seule chose qu'ils possèdent : leur force de travail, leur énergie, leur désir sans fin de sortir de la pauvreté et de trouver leur voie, la prospérité, le bien-être, éléments fondamentaux de la vie. Ce sont des êtres humains qui méritent d'être traités en tant que tels et avec le respect élémentaire dû aux humains, de se voir reconnaître des droits de la même manière qu'on exige d'eux qu'ils assument des responsabilités, d'être appréciés, d'être considérés pour ce qu'ils représentent, d'être perçus pour ce qu'ils sont : une force productive et mobile, aussi vitale et bienfaisante pour l'économie au service de laquelle ils œuvrent que pour l'économie de leurs pays d'origine.

Je propose de fournir une base juridique, de créer un cadre juridique international et juste pour que la migration devienne un phénomène ordonné et avantageux pour tous. Je propose de rechercher le consensus, d'établir des accords et de mettre en place la coopération internationale nécessaire. Tel est le monde dont ont besoin les migrants. Je prie les membres, au nom de la miséricorde et de la justice, de contribuer à mettre un terme à l'infâme persécution dont sont victimes les migrants. La loi du regroupement familial doit être appliquée. C'est Dieu qui ordonne de regrouper les familles des migrants.

En Amérique centrale, au Mexique et en Amérique latine, nous regrettons tous profondément que le projet de loi que le Président des États-Unis a présenté au Congrès n'ait pas abouti. Nous savons qu'il a fait preuve de la meilleure volonté, et nous pensons

par conséquent que le Président Bush ne devrait pas abandonner cette initiative. La construction du mur ne contribue qu'à nous séparer. Il nous faut trouver d'autres mécanismes pour résoudre ce problème. Mettre un terme aux déportations massives et réunir les familles constituerait un geste fort apprécié par l'opinion publique nationale et internationale. Nous nous félicitons également des mesures prises par plusieurs gouvernements, notamment celui du Président Rodriguez Zapatero, de l'Espagne, qui a conclu des accords et fixé des quotas de migrants avec plusieurs pays.

De la même manière que le Protocole de Kyoto protège la vie biologique sur la planète, la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme doivent garantir la vie et la paix dans notre société. Veillons à les respecter.

Nous sommes solidaires avec les peuples qui luttent pour leur identité. Nous renouvelons notre appui à la République de Taïwan pour qu'elle soit reconnue dans ce forum des nations; nous l'appuyons aussi dans sa lutte pour l'indépendance et pour son dévouement constructif et loyal aux nombreux processus de développement des pays centraméricains.

L'Amérique centrale ainsi que le Honduras, El Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, le Costa Rica, le Panama, le Belize et désormais la République dominicaine, unis par le rêve de Francisco Morazán, le défenseur de la cause de l'Amérique centrale, la terre des grands forgeurs de la pensée continentale, la terre de créateurs connus dans toute l'Amérique latine et dans le monde entier, la charnière des Amériques, le pont du monde, comme le disait le général Omar Torrijos, vous offre, par mon entremise, une invitation fraternelle et solidaire à nous rendre visite. Nous avons tout ce qu'il faut. Nous avons les sites les plus beaux de la planète, avec un grand potentiel dans des domaines tels que le tourisme, la bioénergie, les télécommunications, l'agriculture et l'environnement.

Nous ne pouvons rester passifs ou inactifs devant le désespoir social. Notre vie est pleine de rêves. Nous sommes disposés à vaincre l'oubli du monde développé et à relever ses défis, autant de fois qu'il sera nécessaire. Notre grand penseur et poète, Alfonso Guillén Zelaya, disait que nous ne pouvons bien entendu pas enchaîner le destin. Prométhée doit sans cesse trouver quelqu'un pour le libérer et la civilisation doit aller de l'avant. L'humanité ne saurait tourner la dernière page de son histoire sans avoir,

précédemment, donné aux peuples les moins favorisés de la terre l'occasion de vivre.

Nous avons confiance en l'avenir. L'homme sait que l'espoir ne s'est pas enfui et qu'on ne l'a pas perdu. Ayant une foi absolue dans les principes du dieu infini d'amour qui nous guide, et non du dieu de la violence que nous rejetons, nous formons le vœu devant cette Assemblée que la paix règne dans le monde, qu'un jour nouveau se lève sur l'humanité et que les choses changent pour le bien des êtres humains et non des marchandises.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Honduras de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président (*parle en anglais*): L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

Le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le Cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Cheikh Al-Thani (*parle en arabe*): Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale. Je vous souhaite plein succès dans votre mission. Je voudrais également adresser mes remerciements à Sheikha Haya Rashed Al-Khalifa, qui a présidé la session précédente avec succès.

En outre, je voudrais rendre hommage au Secrétaire général Ban Ki-moon, entré en fonctions au moment où l'Organisation connaît plusieurs grandes difficultés menaçant la paix et la sécurité internationales.

La présente session débute au moment où plus d'un cinquième de la population musulmane mondiale observe le jeûne obligatoire du mois du Ramadan. Nous étions impatients de prendre part aux activités de cette session qui se tient au cours de ce mois saint, pour souligner notre conviction qu'il faut contribuer à promouvoir la bonne entente entre les nations et aborder la question importante des objectifs de la communauté internationale s'agissant de l'avenir de la paix et du progrès.

Compte tenu de son importance, j'évoquerai la résolution 1770 (2007) du Conseil de sécurité relative à l'Iraq, qui a été adoptée le 10 août 2007. Cette résolution a partiellement rétabli le rôle légitime de l'ONU dans la tragédie iraquienne, après qu'il a été démontré qu'il n'était plus possible que la question relève d'un seul État ou d'une coalition d'États aux intérêts convergents.

Les conflits les plus graves qui sévissent dans le monde ont atteint une telle ampleur qu'aucune puissance ne peut les affronter seule. C'est l'ONU qui doit être chargée de les régler dans la mesure où elle est l'expression politique des principes, des lois et des aspirations générales de la communauté internationale, laquelle est résolue à renforcer la paix et à progresser en se fondant sur l'état de droit et sur la volonté de ceux qui veillent à son respect. Pour renforcer le rôle de l'ONU, il convient de remanier sa structure afin de l'adapter aux changements survenus dans le monde depuis l'adoption de la Charte des Nations Unies en 1945.

Si la communauté internationale a des responsabilités à assumer en Iraq, il n'en demeure pas moins que les dirigeants de tout le peuple iraquien ont la responsabilité première de trouver le moyen de parvenir à la réconciliation nationale en vue de garantir la justice, la paix et la sécurité et de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq.

Le monde a connu la guerre froide et des guerres ouvertes. Si les vraies guerres sont humainement inacceptables, les guerres froides sont psychologiquement insupportables car elles conduisent nécessairement à des conflits par allié interposé, qui n'ont pas leur place dans un monde où l'on ne s'est jamais tant évertué à obtenir le triomphe des lumières et la concorde entre les nations et les cultures.

L'œuvre des Nations Unies en faveur du développement doit être hautement prioritaire en raison de la corrélation étroite qui unit le développement, la

sécurité et la paix. Nous nous réjouissons véritablement que l'Assemblée générale ait approuvé l'offre faite par l'État du Qatar d'accueillir la première conférence de suivi chargée d'examiner la mise en œuvre des textes issus de la Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Doha au second semestre 2008.

L'un des grands paris que nous avons à relever consiste à protéger l'environnement, qui non seulement subit les effets destructeurs des changements climatiques, mais est également victime des phénomènes de dégradation et de pollution nocifs pour la vie humaine et toutes autres formes de vie. Face à cette situation, les pays industrialisés et ceux en développement doivent impérativement agir de concert et en coopération pour trouver de nouvelles solutions à court terme, à moyen terme et à long terme. Je tiens d'ailleurs à souligner que mon pays est favorable à toute mesure tendant à protéger l'environnement et à atteindre le développement durable.

L'aide internationale est l'un des moteurs des partenariats internationaux. Il importe donc d'accroître son volume et son efficacité en facilitant les conditions d'accès, afin de favoriser la bonne mise en œuvre des stratégies de développement national des pays bénéficiaires. Nous sommes d'ailleurs préoccupés par le fait qu'en 2006, le montant de l'aide publique au développement ait diminué en termes réels. Il faudrait que les donateurs fassent davantage pour doubler l'aide fournie au pays de l'Afrique subsaharienne et favoriser la réalisation du programme des Nations Unies en faveur du développement.

En outre, étant donné le rôle notable du commerce international dans le financement du développement, la conclusion heureuse du Cycle de Doha créerait de nouvelles perspectives pour les transactions commerciales multilatérales. Tout en étant préoccupés par la situation d'impasse dans laquelle se trouvent les consultations sur l'application du programme de Doha pour le développement, nous espérons que cette étape sera bientôt franchie. Nous espérons également que toutes les parties concernées, en particulier les pays développés, feront preuve de toute la souplesse voulue pour que des résultats concrets et mutuellement avantageux soient obtenus.

Je ne suis pas venu à cette session pour exposer les questions ou les crises qui touchent mon pays ou le monde arabe, bien que certaines aient atteint des proportions dramatiques. Non, je suis venu ici pour

soulever des questions plus vastes, car je suis convaincu que tous les problèmes propres aux mondes arabe et musulman ont trait à des questions qui touchent le monde entier. La conception générale de la nouvelle donne internationale – conception qui insiste sur la nécessité de faire appel à la volonté internationale collective incarnée par l'ONU, sa direction et son système ainsi que sur les principes consacrés dans la Charte de l'Organisation – ne bénéficiera pas seulement aux causes arabes et musulmanes, mais aussi à celles du monde entier. Les causes justes sont toujours protégées par les principes du droit et le droit fournit de véritables garanties, ainsi qu'un puissant soutien.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de la déclaration qu'il vient de prononcer.

S. E. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française

Le Président : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Sarkozy : J'adresse à tous les peuples représentés le salut fraternel de la France. Monsieur le Secrétaire général de l'ONU, votre responsabilité est immense. La France vous fait confiance.

C'est la première fois que je m'exprime au nom de la France à cette tribune. Il s'agit pour moi d'un instant solennel, d'un instant émouvant. Je ne peux m'empêcher de penser à tous ces hommes, avant nous tous, et toutes ces femmes qui, dans un des moments les plus tragiques pour l'humanité où le monde risquait de sombrer dans la barbarie, trouvant cette fatalité

insupportable, ont su opposer à la force, à la violence et à la barbarie, la justice et la paix. C'est alors que naquit l'Organisation des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies, ce n'est pas une simple construction politique; ce n'est pas une simple construction juridique. C'est un réveil de la conscience humaine contre tout ce qui menace de détruire l'humanité.

Je n'ai jamais cru que l'ONU pourrait un jour extirper la violence qui est dans l'homme, mais ce que je sais au plus profond de moi, c'est que malgré tous nos échecs, sans l'ONU, nous n'aurions jamais pu mettre un terme à des conflits qui paraissaient sans issue. Souvenez-vous du génocide cambodgien, de ce peuple martyrisé par ces bourreaux; de l'indépendance de la Namibie; et de celle du Timor. Regardez la région des Grands Lacs et l'Afrique de l'Ouest. Sans l'ONU, le monde aurait pu connaître une troisième guerre mondiale, sans doute plus effrayante que les deux précédentes.

La France est convaincue que l'ONU est le seul remède que nous ayons à dresser contre l'aveuglement et la folie qui parfois s'emparent des hommes.

Le message que je veux vous adresser au nom de la France est simple : dans ce monde où le sort de chacun de nous dépend de celui des autres, l'ONU ne doit pas être affaiblie; l'ONU doit être renforcée. La réforme de l'ONU, pour l'adapter aux réalités de ce monde, est pour la France une priorité absolue. Nous n'avons pas le temps d'attendre. C'est à l'échelle planétaire qu'il faut maintenant poser et résoudre les problèmes du monde. Personne, sur la Terre, ne peut se mettre tout seul à l'abri des conséquences du réchauffement climatique, du choc des civilisations, des grandes épidémies. Contre les égoïsmes, contre les fanatismes, contre la haine, nous avons le devoir de renouveler l'appel à la conscience universelle qui a déjà permis que, pour la première fois dans l'histoire de tous les peuples du monde, toutes les nations acceptent de se réunir dans une enceinte commune pour se parler par-delà tout ce qui nous divise.

Cet appel à la conscience universelle, c'est un appel à la paix. C'est un appel à l'ouverture. C'est un appel à la diversité. Et c'est un appel à la justice. La France a toujours cherché à être plus grande pour les hommes que pour elle-même. La France, comme toutes les nations, a, au cours de sa longue histoire, commis des erreurs, et même parfois des fautes. Mais le peuple français a toujours choisi le camp de la liberté et celui

de la démocratie. La France est fidèle à ses amis et aux valeurs qu'elle partage avec eux. Mais la France veut dire que cette fidélité n'est pas une soumission. Cette fidélité n'est pas un enfermement. Cette fidélité, la France veut la mettre au service de l'ouverture aux autres. Je veux dire au monde que la France restera disponible pour parler avec chacun dans le monde, sur tous les continents.

Mais je veux dire aussi que l'ouverture, ce n'est pas la démission; que la compréhension, ce n'est pas la faiblesse. La faiblesse et la démission ne sont pas des facteurs de paix, mais des facteurs de guerre. La France et l'Europe en ont éprouvé jadis les conséquences tragiques pour elles-mêmes et pour le monde. Quand on est faible et soumis, alors on se prépare à accepter la guerre. Nous avons tous le devoir de faire en sorte que cela ne recommence jamais. Il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale transige avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et avec les droits de l'homme.

Il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale n'a pas une volonté farouche de lutter contre les terroristes. Il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale n'est pas unie dans la volonté d'en finir avec les guerres au Moyen-Orient, dans la volonté d'en finir avec l'horreur du Darfour, avec la tragédie libanaise ou avec le drame humanitaire en Somalie. Je veux le dire en pesant mes mots : il n'y aura pas de paix dans le monde si la communauté internationale fait preuve de faiblesse face à la prolifération des armements nucléaires.

L'Iran a droit à l'énergie nucléaire à des fins civiles. Mais en laissant l'Iran se doter de l'arme nucléaire, nous ferions courir un risque inacceptable à la stabilité de la région et à la stabilité du monde. Je veux dire, au nom de la France, que cette crise ne sera résolue que si la fermeté et le dialogue vont de pair. C'est dans cet esprit que la France agira.

Je veux dire, au nom de la France, qu'à la volonté de puissance qui sans cesse menace de rompre l'équilibre si fragile de la paix, la communauté internationale a le devoir d'opposer son unité sans faille et sa détermination à faire prévaloir le droit. Je veux dire au nom de la France qu'il n'y aura pas de paix dans le monde sans le respect de la diversité, sans le respect des identités nationales, sans le respect – j'ose le mot – des religions et des croyances, sans le respect des cultures. L'attachement à sa foi, à son

identité, à sa langue, à sa culture, à une façon de vivre, de penser, de croire, c'est légitime et c'est profondément humain. Le nier, c'est nourrir l'humiliation. Ce serait donner raison au nationalisme, au fanatisme, au terrorisme. On n'évitera pas le choc des civilisations en imposant à tous les peuples de penser et de croire la même chose. La France entend poursuivre, avec tous les hommes de bonne volonté, le combat pour construire le nouvel ordre mondial du XXI^e siècle.

Nous voulons un Liban qui puisse vivre indépendant, et nous disons : la France sera toujours aux côtés du Liban dans sa volonté d'indépendance. Nous voulons que demain, Israéliens et Palestiniens trouvent en eux-mêmes la force de vivre en paix. La paix est possible. Elle est possible maintenant, et nous y mettrons toute notre énergie.

Nous voulons la coexistence pacifique des grandes religions, pour vaincre les intégrismes et les fanatiques. Mais je veux dire avec gravité qu'il y a trop d'injustices dans le monde pour que le monde puisse espérer vivre en paix.

Les fondateurs de l'ONU savaient qu'on lit l'avenir du monde dans le regard de l'enfant martyrisé, de l'enfant qui a faim, de l'enfant qui voit ses parents humiliés, de l'enfant qui, depuis sa naissance, n'a connu que la guerre, de l'enfant qu'on a arraché à sa maison, à sa patrie, à sa famille. Parce que dans le regard désespéré de cet enfant-là, il n'y a pas simplement de la souffrance. Il y a toutes les guerres et toutes les révoltes qui demain ensanglanteront le monde.

Regardons le monde tel qu'il est. Regardons ce que nous en avons fait. Avons-nous assez voulu que notre monde devienne plus juste? La réponse est non. Avons-nous assez agi pour parvenir à cette justice? La réponse est non.

Lorsque le mur de Berlin est tombé, nous avons tous rêvé que l'histoire cesserait d'être tragique. Regardons notre monde tel qu'il est, afin de le rendre meilleur. Jugeons notre monde à l'aune de la justice. La justice, c'est que les Palestiniens retrouvent un pays et construisent un État. La justice, c'est que le peuple israélien ait le droit de vivre en sécurité. La justice, c'est que le peuple libanais retrouve sa liberté. La justice, c'est que le peuple iraquien dans sa diversité trouve en lui-même le chemin de la réconciliation et le chemin de la démocratie. La justice, c'est que le pays en développement auquel on voudrait imposer des

règles environnementales alors que les habitants ont à peine de quoi manger, soit aidé pour les mettre en place. La justice, c'est qu'on ne puisse pas exploiter les ressources d'un pays sans en payer le juste prix.

Regardons notre monde en face. Jamais il n'y a eu autant de phénomènes de rentes qui concentrent autant de profits sur quelques grands groupes. Il y a dans le monde et jusque dans les pays les plus riches, une multitude d'hommes et de femmes qui n'ont même plus l'espoir de sortir un jour de leur détresse matérielle et morale.

Alors pour terminer, je veux m'adresser à la conscience de tous ceux qui ont une responsabilité dans la conduite des affaires du monde, parce que si nous ne le faisons pas, les pauvres et les exploités se révolteront un jour contre l'injustice qui leur est faite.

C'est d'un nouvel état d'esprit que le monde a besoin. C'est un véritable New Deal à l'échelle planétaire qui est nécessaire, un New Deal écologique et économique. Au nom de la France, j'appelle tous les États à se réunir pour fonder le nouvel ordre mondial du XXI^e siècle sur cette idée forte que les biens communs de l'humanité doivent être placés sous la responsabilité de l'humanité tout entière.

Au nom de la France, je lance un appel solennel aux Nations Unies pour que, dans ce siècle marqué par le retour de la rareté, elles se donnent les moyens d'assurer à tous les hommes à travers le monde l'accès aux ressources vitales de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation, des médicaments et de la connaissance. Je lance un appel solennel aux Nations Unies pour qu'elles prennent en main la question d'une plus juste répartition des profits, de la rente des matières premières et des rentes technologiques. Je lance un appel solennel aux Nations Unies pour qu'elles prennent en main la moralisation du capitalisme financier. Je lance un appel aux Nations Unies pour aller plus loin dans la lutte contre la corruption qui mine des pays qui souffrent et qui sont trop pauvres.

Il faut que les choses changent, que les mentalités changent, que les comportements changent. C'est notre responsabilité. C'est notre responsabilité maintenant, parce que demain il sera trop tard. Sinon, nous verrons resurgir toutes les menaces que les hommes de l'après-guerre croyaient avoir conjurées. Ne prenons pas ce risque à la légère.

Peuples du monde, ensemble, nous pouvons construire un avenir meilleur pour tous les hommes. Il

ne dépend que de nous, de notre capacité à être fidèles aux valeurs au nom desquelles nous sommes réunis ici aujourd'hui. Vous l'avez compris. La France pense que nous n'avons plus le temps d'attendre. La France demande l'action. La France encourage l'action. La France sera au rendez-vous de l'action au service de la paix dans le monde.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Nicaragua.

M. Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République du Nicaragua, S. E. M. Daniel Ortega Saavedra, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ortega Saavedra (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'abord rappeler les millions d'êtres humains victimes des politiques du colonialisme et du néo-colonialisme, rappeler les victimes de l'Holocauste et les victimes d'Hiroshima et de Nagasaki; rappeler les victimes de l'esclavage et de l'apartheid; rappeler les victimes des guerres d'occupation au Viet Nam et en Afghanistan, en République dominicaine, à la Grenade, au Panama et au Nicaragua; rappeler les victimes du peuple cubain, noble et héroïque, qui a subi toutes sortes d'agressions et un blocus brutal et inhumain; rappeler les cinq héros détenus par l'empire pour avoir lutté contre le terrorisme; rappeler les victimes des attentats terroristes contre le World Trade Center; rappeler les millions d'hommes et de femmes qui ont été et continuent d'être les victimes du génocide perpétré par le capitalisme mondial. Souvenons-nous des victimes de la discrimination et de l'apartheid tombées aux mains de ceux qui leur refusent l'accès aux pays

développés, des personnes qui, venue d'Amérique latine, tentent de pénétrer aux États-Unis, et de celles qui en Afrique et en Asie essayent d'entrer dans les pays européens. Nos pensées, notre reconnaissance et notre solidarité vont aux victimes des catastrophes naturelles, qui sont à la fois victimes des politiques mises en œuvre par le capitalisme mondial impérialiste, qui, avec sa philosophie axée sur le développement à outrance, continue de semer la destruction, la mort et la pauvreté, devenant ainsi le premier prédateur de notre planète Terre, minée aujourd'hui par l'avarice du capitalisme impérialiste.

Souvenons-nous des victimes des récentes catastrophes naturelles, favorisées par le saccage auquel se livre le capitalisme impérialiste international; les victimes de l'ouragan Katrina, les victimes du tremblement de terre au Pérou, les victimes des inondations en Afrique, les victimes issues des populations autochtones – les peuples miskito, le peuple mayagma, les victimes de l'ouragan Félix en Amérique centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, sur la terre de Sandino et de Rubén Darío. Nos frères et nos sœurs des peuples miskito et mayagma qui ont obtenu leur autonomie en 1987 et qui aujourd'hui prennent part à un processus qui conduira à la reconnaissance de leurs pleins droits, inscrits dans la loi d'autonomie, m'ont demandé de transmettre leurs remerciements à l'Organisation des Nations Unies, car après une longue bataille de plus de 20 années, l'on commence enfin à reconnaître les droits des peuples autochtones. Ils m'ont également demandé de distribuer ici à l'ONU un document signé par nos frères, les chefs des peuples miskito et mayagma, ces peuples originaires d'Afrique, victimes de l'ouragan Félix, afin que vous puissiez tous en prendre connaissance, vous mes frères et sœurs représentants de tous les peuples de la planète.

J'ai eu le privilège de prendre la parole devant l'Assemblée générale entre 1979 et 1989 et je me souviens parfaitement bien de la teneur des discours prononcés, des messages transmis et des positions exprimées alors. Dix-huit ans se sont écoulés, mais grâce à la lutte infaillible du peuple sandiniste, je me retrouve de nouveau ici à parler devant vous. Ce matin, lorsqu'a débuté le débat général, j'ai écouté avec attention les paroles du deuxième orateur, qui a parlé durant exactement 20 minutes, – et j'espère ne pas dépasser cette durée de 20 minutes –, et je n'ai trouvé absolument aucune différence entre les pensées, les paroles et les actes de ceux qui à l'époque étaient à la

tête de cette puissance impériale et le discours que j'ai pu entendre ce matin.

Les Présidents des États-Unis changent et certains arrivent même au pouvoir avec les meilleures intentions, convaincus qu'ils agissent pour le bien de l'humanité, mais, ce qu'ils ne comprennent pas, c'est qu'ils ne sont que l'instrument d'un empire de plus dans la liste des empires qui se sont imposés sur notre planète. Ils oublient que la vie des empires est éphémère. Les empires apparaissent, gagnent en arrogance et en puissance et ils commencent à dicter leur loi comme s'ils étaient Dieu, décidant qui est bon et qui est mauvais, définissant eux-mêmes les conditions de la fourniture de ce qu'ils appellent une « aide », alors qu'il ne s'agit ni plus ni moins que de payer la dette historique qu'ils ont envers nos peuples. Ils ne font en fait que répondre à l'empire, aux politiques de l'empire. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que nous retrouvions non seulement le même discours, mais aussi les mêmes conditions d'oppression, de violence, de terreur dont souffre l'humanité, aujourd'hui plus menacée encore qu'il y a 18 ans, lorsque j'ai eu l'occasion de m'adresser à l'ONU.

Aujourd'hui, sous la tyrannie du capitalisme mondial impérialiste, il existe un ordre économique international. Bien entendu qu'il y a un ordre économique international! Mais qui dicte cet ordre économique international? Eh bien, une minorité, une minorité de dictateurs qui imposent leurs intérêts, lesquels ne sont pas nouveaux, et qui furent ceux qui ont soumis et réduit en esclavage les peuples africains, soumis et réduit en esclavage nos ancêtres autochtones; ceux qui ont exterminés les peuples autochtones des États-Unis. Vinrent ensuite les immigrants d'Europe qui tranquillement, mais de quel droit?, sont venus se mélanger à ces peuples et se sont installés en maîtres des lieux, s'emparant de ce qui ne leur appartenait pas, spoliant ces peuples de leurs droits et de leur culture, imposant leur propre culture et leurs propres intérêts de colonisateurs. C'est ainsi qu'est née celle qui se présente aujourd'hui comme la démocratie la plus exemplaire au monde, alors qu'en fait elle est la tyrannie, la dictature la plus gigantesque et la plus puissante qui ait jamais existé dans l'histoire de l'humanité.

Je parle de la tyrannie de l'empire nord-américain. Considérons comment nous a parlé Monsieur le Président ce matin. Parlant de Cuba, il a fait preuve d'un total manque de respect, alors qu'il

représente un système qui a donné l'ordre d'assassiner le président cubain, notre cher frère Fidel Castro, auquel nous rendons hommage parce qu'il s'est montré extraordinairement solidaire, ferme, fidèle à ses principes dans la lutte pour l'humanité.

Ils se sont efforcés de maintenir ce blocus brutal contre Cuba, alors que, pour des raisons liées aux intérêts de leur État, ils oublient leurs prétendus principes démocratiques, lorsque, pour des raisons économiques, ils coopèrent avec d'autres pays dont on peut supposer que l'idéologie est différente de la leur. C'est le capital qui les unit et donc, les différences idéologiques s'estompent.

En vertu de quelle autorité peuvent-ils contester le droit de l'Iran, le droit de la République populaire démocratique de Corée? De quel droit remettent-ils en question le droit de ces peuples d'utiliser le développement nucléaire à des fins pacifiques? En vertu de quelle autorité? De quel droit l'État qui a été le seul dans l'histoire de l'humanité à lancer des armes nucléaires contre des peuples sans défense, comme ils l'ont fait contre Hiroshima et Nagasaki? En vertu de quelle autorité essaient-ils de condamner le peuple iranien qui travaille au développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques? Mais eux-mêmes ont décidé que ce n'était pas à des fins pacifiques. Mais qui leur a donné ce droit? Ce droit, ils se le donnent eux-mêmes et l'imposent à l'Assemblée générale, car cette Assemblée générale n'est rien d'autre que le reflet de cette réalité que connaît le monde, dans lequel une minorité capitaliste, impérialiste, qui aujourd'hui s'impose avec le capitalisme mondial et instaure un ordre qui leur permet d'exploiter, d'opprimer, d'appauvrir, de continuer à asservir, de continuer à imposer l'apartheid à l'encontre des immigrants latino-américains et des immigrants africains en Europe, parce que le capitalisme mondial est unique. Il y a une tête, mais il est unique; il étend ses tentacules de toutes parts. Alors, en vertu de quelle autorité, le pays qui possède le plus grand arsenal nucléaire de toute la planète, ainsi que les autres pays qui possèdent des armes nucléaires, essaient-ils de contester le droit d'autres peuples au développement pacifique de l'énergie nucléaire, alors qu'ils n'ont même pas l'autorité morale pour remettre en cause le droit de tout peuple de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et à des fins également militaires? Ce n'est pas logiquement le meilleur chemin à suivre pour l'humanité.

Le meilleur chemin pour l'humanité, c'est la disparition des armes nucléaires, des États-Unis et des présidents américains. Je ne veux pas personnaliser à travers un président le comportement de l'empire, parce que l'empire, c'est l'empire, indépendamment de celui qui se trouve à sa tête, qu'il s'appelle démocrate ou républicain, l'empire, c'est l'empire. Si les États-Unis, si ce peuple veulent réellement démontrer qu'ils sont convaincus qu'il est nécessaire de mettre fin à la menace de l'usage de l'énergie nucléaire à des fins militaires, ils doivent être les premiers à faire le pas et à s'engager dans une politique de désarmement nucléaire à laquelle se joindront tous ceux qui possèdent des armes nucléaires. Alors, quand ils auront l'autorité morale pour dire qu'aucun peuple au monde ne doit investir des ressources dans le développement nucléaire à des fins militaires, tous les pays pourront avoir le choix et le droit également de refuser aux peuples en voie de développement la possibilité de développer l'énergie nucléaire des fins pacifiques.

Il y a 18 ans, je vous le disais, de cette même tribune, on vous parlait de la même chose, du problème palestinien qui fait toujours couler le sang avec un pays qui possède l'arme nucléaire, incrusté dans ce qui a été le territoire historique du peuple palestinien.

Il y a 18 ans, je parlais du peuple de Porto Rico, de ce pays qui a lutté pour son indépendance. Aujourd'hui, Porto Rico lutte toujours pour son indépendance. Les États-Unis continuent d'exposer clairement leurs politiques néocolonialistes, c'est-à-dire qu'ils combinent les formes de domination les plus sophistiquées, les plus modernes avec les formes de domination les plus rétrogrades, comme cette base militaire à Guantanamo.

Il y a 18 ans, je parlais de la course aux armements, l'histoire ne change pas. Il y a 18 ans, je parlais de guerre, l'histoire est aujourd'hui bien plus grave, car nous sommes confrontés à cette guerre brutale, imposée par l'empire, imposée par les intérêts économiques et pétroliers de l'empire. Qu'a-t-il pensé? Que c'était une tâche facile d'occuper l'Irak et l'Afghanistan? Il s'est heurté à la résistance de ces peuples. Une invasion qui a été lancée dans le cadre d'une campagne mensongère, car il n'est pas certain que l'Irak avait la possibilité de fabriquer des armes nucléaires. Alors que puis-je conclure? Je peux conclure que l'ennemi est le même depuis 18 ans. Alors que je me retrouve ici à l'ONU, l'ennemi reste le même.

Cet ennemi s'appelle le capitalisme mondial impérialiste, et c'est seulement les peuples qui peuvent changer les choses. Les peuples qui ont réussi à obtenir leur libération n'y sont pas parvenus grâce à la bonté des empires, mais grâce à la lutte et au sang versé par ces peuples, les peuples qui ont versé leur sang en Afrique du Sud pour obtenir l'indépendance. Combien d'années d'ignominie, de souffrance, d'esclavage, d'apartheid en Afrique du Sud? Nous pourrions ainsi faire le tour de tout le continent africain, et nous constaterions que ces peuples ont obtenu leur liberté en dépit du fait que les colonialistes modernes essayent de conserver ces formes d'occupation. Il est clair qu'ils utilisent de nouvelles formes d'occupation, qu'ils ont établi de nouvelles formes de domination.

La libération de nos peuples n'est pas assurée. Ce sont nos peuples qui doivent continuer de livrer la bataille. C'est l'unité de nos peuples, des peuples latino-américains, des peuples centraméricains, des peuples des Caraïbes, c'est l'unité au sein de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA). Il ne faut pas que se répètent des actions telles que celles lancées contre le Venezuela, lorsqu'un coup militaire a tenté de renverser un président démocratiquement élu. Ils ont essayé de répéter l'histoire de Salvador Allende, l'histoire du Chili. Ils ont essayé de la répéter. L'ONU n'a pas été convoquée pour s'indigner de ce qui se passe. Ce qu'il faut, c'est condamner la situation qui règne au Venezuela, car le gouvernement de ce pays a été élu démocratiquement. Mais contrairement à cela, l'empire a reconnu immédiatement les auteurs du coup d'État. Et c'est le peuple vénézuélien que s'est levé pour réinstaller le Président qu'il avait élu. Ce sont en effet les peuples qui prennent en main leur destin.

Ainsi, camarades, nous pouvons tous avoir les meilleures intentions s'agissant de changer l'ONU. Je ne doute pas que même certains des représentants des pays du capitalisme mondial et de l'impérialisme viendront ici avec les meilleures intentions. Mais ils oublient qu'ils continuent, dans leurs propositions, dans leur approche, à faire l'aumône, puisque c'est bien d'aumône qu'il s'agit. Lorsqu'ils parlent d'aide, ils nous insultent. Ils doivent comprendre une fois pour toutes qu'ils ont réussi à tirer profit des privatisations menées par les grandes sociétés transnationales aux dépens des pays en développement. Ils disent qu'ils viennent aider. Mais avons-nous déjà vu un chef d'entreprise aider? L'homme d'affaires, lorsqu'il investit, investit pour faire le maximum de bénéfices,

et non pour investir dans le pays. Il le fait pour emporter ces bénéfices, parce que les pays en développement sont considérés comme peu sûrs. En d'autres termes, nous sommes victimes d'un pillage.

Et si l'on compare le volume des richesses que les pays capitalistes, les pays développés continuent d'extraire de nos pays avec leurs grandes sociétés, leurs grands capitaux mondialisés avec ce qu'envoient à leur famille les immigrés latino-américains se trouvant aux États-Unis, ou ce qu'envoient à leur famille les immigrés africains ou asiatiques qui se trouvent en Europe, c'est une misère par rapport au volume des richesses pillées quotidiennement par ces formes institutionnalisées d'oppression.

Et pourtant, les immigrés qui travaillent aux États-Unis ou en Europe travaillent plus dur que quiconque. Ils accomplissent des tâches que ni les Américains ni les Européens ne veulent faire, et reçoivent un salaire de misère. Mais alors, qui fait une faveur à qui? Ici, personne ne fait de faveur aux Latino-américains qui réussissent à trouver un emploi aux États-Unis et à gagner un peu d'argent, pouvant ainsi faire parvenir 100 ou 200 dollars à leur famille, tandis que le pillage par les grandes entreprises se poursuit, qu'elles vont là-bas non seulement pour engranger d'énormes bénéfices mais également pour profiter d'une main d'œuvre bon marché, pour profiter des conditions imposées par les traités de liberté des échanges auxquels doivent faire face des êtres humains, des sociétés, des nations : qui est le plus fort? Le plus fort, en toute logique, finira par s'imposer. C'est la loi de la jungle, de la liberté des échanges.

Ce dont le monde a besoin, ce sont des échanges justes. Le monde réclame un changement dans les pays capitalistes, impérialistes et mondialisés. Il faut changer cette notion de liberté des échanges, il faut changer cette notion de traités fondés sur la liberté des échanges et la remplacer par celle d'échanges équitables et de marché international juste. Ce n'est pas en réduisant les subventions que l'on va résoudre ce problème, tout simplement parce que les disparités sont telles qu'elles sont impossibles à combler. Ce ne sont pas des miettes qui régleront ce problème. Pour le régler, il faut des changements radicaux, introduisant la démocratisation chez ceux qui, pourtant minoritaires, possèdent les richesses de la planète Terre, possèdent l'arme atomique, imposent leurs politiques à cette Assemblée, et ignorent le Conseil de sécurité et l'ONU. Ils imposent leurs propres règles, clairement établies, et n'ont aucun respect pour l'humanité. Ce

n'est qu'en opérant un changement politique dans ces pays, dans ces nations, au sein de ces gouvernements que l'on va instaurer le monde plus juste dont nous parlons tous. Parce qu'en réalité, nous parlons tous d'un monde juste. Nous parlons tous d'un monde en paix. Nous parlons tous d'un monde fraternel, solidaire. Mais une grande distance sépare les paroles de la pratique.

Veillez recevoir, mes frères, nos salutations, les salutations du peuple nicaraguayen, d'un peuple qui lutte, d'un peuple qui a souffert des interventions de l'empire depuis 1856, avant même que ne triomphe la révolution d'octobre, celle du grand Lénine. Avant même, par conséquent, le conflit entre l'Est et l'Ouest, le Nicaragua devait prendre les armes pour faire face à ceux qui voulaient nous réduire à l'état de vassaux et nous imposer des présidents yankees.

Nous voulons, mes frères, vous demander de dire à vos peuples que nous sommes convaincus, nous sommes sûrs qu'aujourd'hui, plus que jamais, les conditions de l'unité des peuples latino-américains et caraïbes sont réunies. L'unité des peuples africains est en bonne voie. L'unité des peuples d'Asie doit se renforcer, mais libérée de ce capitalisme mondial. En effet, à quoi bon parler de socialisme si c'est le capitalisme qu'on édifie et si c'est une sainte alliance avec le capitalisme mondial et l'impérialisme qui se trame? Nous devons construire cette grande unité, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, où nous avançons avec la même force, le même vigueur, attachés aux mêmes principes bien vivants, les principes des champions de la lutte africaine, de Lumumba, de Sékou Touré, les principes des combattants latino-américains, les principes des combattants nord-américains, des États-Unis, les principes des combattants européens, les principes de cette Amérique latine, de Bolivar, de Marti, de Sandino, de Tupac Katari, de Tupac Amaru, ces principes qui demeurent vivants et continueront à l'être tant qu'existeront ces formes d'oppression.

J'ai foi en Dieu et je suis convaincu que, malgré l'oppression et les destructions, les peuples ne se rendront et ne se vendront pas et qu'aujourd'hui plus que jamais, ils sont prêts à se dresser, fièrement, avec détermination et dans la dignité, contre l'impérialisme capitaliste mondialisé.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République du Nicaragua de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Branko Crvenkovski, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

M. Branko Crvenkovski, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Branko Crvenkovski, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Je donne tout d'abord la parole au représentant de la Grèce pour une motion d'ordre.

M. Mourikis (Grèce) (*parle en anglais*) : Concernant le pays d'origine de l'orateur suivant, je tiens à souligner la chose suivante.

Il a été recommandé par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 817 (1993), et décidé par l'Assemblée générale, dans sa résolution 47/225 du 8 avril 1993, que ce pays serait provisoirement désigné, à toutes fins utiles à l'Organisation, sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine », en attendant que soit réglée la divergence qui a surgi au sujet de son nom. En outre, par sa résolution 845 (1993), le Conseil de sécurité a prié instamment « les parties de poursuivre les efforts qu'elles mènent sous les auspices du Secrétaire général en vue de parvenir à un règlement rapide des questions qu'il leur reste à résoudre » (*par. 2*).

Je demande donc que le nom correct, ex-République yougoslave de Macédoine, soit utilisé à toutes fins utiles à l'Organisation, en application des résolutions précitées et compte tenu du fait que des négociations sont en cours entre les deux pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je suis très au fait du point que le représentant de la Grèce vient de soulever. Cela dit, en ma qualité de Président de l'Assemblée générale, je suis tenu de respecter

pleinement la dignité de chaque État Membre de l'ONU, y compris celle de mon propre pays.

Je donne maintenant la parole au Président Branko Crvenkovski.

Le Président Crvenkovski (*parle en anglais*) : J'ai le privilège et l'honneur d'intervenir devant cette assemblée pour partager les vues de la République de Macédoine sur les questions fondamentales de cette session de l'Assemblée. Avant toute chose, je félicite mon compatriote, M. Srgjan Kerim, de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session. Sa nomination à ces éminentes fonctions prouve une fois de plus le dévouement total de la République de Macédoine à la promotion des buts poursuivis par cette organisation unique au monde.

Je tiens également à féliciter la Présidente sortante de l'Assemblée générale, M^{me} Haya Rashed Al Khalifa, pour sa bonne conduite des travaux à la soixante et unième session. Qu'il me soit aussi permis de féliciter le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, du dynamisme avec lequel il a entamé son mandat et du zèle dont il fait montre en cette heure cruciale pour notre organisation.

Le Président de l'Assemblée générale a judicieusement proposé de débattre de la question des changements climatiques lors du débat général. Il importe de mener des efforts coordonnés et sérieux pour atténuer les effets du réchauffement planétaire et du changement climatique, ce qui constitue désormais l'un des principaux défis à relever par les pays pris isolément, mais aussi par l'ensemble de la communauté internationale. Notre devoir est de préserver la planète pour les générations à venir. Il est par conséquent impératif que nous soutenions clairement, à travers nos politiques, l'action engagée pour limiter les effets néfastes du réchauffement planétaire sans porter atteinte à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. À cette fin, nous devons non seulement reconnaître le rôle central de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, mais aussi encourager les consultations au sein des institutions des Nations Unies spécialisées dans les questions environnementales.

Partout dans le monde, on attend de l'ONU qu'elle améliore ses performances et poursuive ses efforts. Pour beaucoup, cette Organisation demeure un symbole d'espoir et un réconfort en temps de détresse, ainsi qu'une main secourable en temps de crise. Si le monde a changé, il en va de même des problèmes.

L'ONU doit elle aussi continuer d'évoluer pour être parée.

Le Document final issu du Sommet mondial de 2005 offre une base solide pour toutes les réformes qui s'imposent. Beaucoup a été fait, peut-être pas autant qu'on l'aurait souhaité, certes, mais les progrès accomplis jusqu'ici sont bien visibles. Nous devons continuer de plancher sur la réforme des principaux organes dans l'intérêt de la transparence et de l'efficacité.

La République de Macédoine adhère sans réserve à la gestion de la réforme engagée pour rendre le système des Nations Unies efficace et responsable. Les organes nouvellement créés sont désormais à pied d'œuvre. Nous espérons en particulier que le Conseil des droits de l'homme contribuera davantage à promouvoir et à défendre les droits de l'homme. Déterminés à concourir aux travaux de cet organe fondamental, nous y avons présenté notre candidature pour la période 2009-2012.

Le rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système contient un certain nombre de recommandations utiles pour réformer les activités opérationnelles des Nations Unies. J'espère que les débats de la présente session permettront de dégager un consensus sur les dispositions à prendre pour renforcer les capacités de l'ONU dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de l'environnement.

Les questions du désarmement, du contrôle des armements et de la non-prolifération demeurent au premier rang de nos préoccupations. Nous devons donc continuer de leur prêter une grande attention en raison de leur lien avec la paix, la sécurité et le développement dans le monde.

Le terrorisme continue de faire planer une menace sur le monde entier. La lutte contre le terrorisme est un autre domaine dans lequel nous devons rester unis. La Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, qui a été adoptée l'an dernier, fournit un excellent cadre de référence pour l'action individuelle et collective. Nous devons en promouvoir l'application aux niveaux national et régional et tendre à des résultats visibles.

Au Sommet mondial de 2005, nous avons réaffirmé notre attachement au partenariat mondial pour le développement tel que mentionné dans la Déclaration du Millénaire, le Consensus de Monterrey

et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Nous sommes tout à fait d'accord pour dire que chaque pays est responsable de son propre développement, lequel dépend essentiellement des politiques et stratégies nationales, et qu'il est nécessaire d'agir à l'échelle internationale pour appuyer les efforts nationaux.

Certaines régions ont davantage besoin de responsabilités partagées que d'autres pour atteindre leurs objectifs. L'Afrique, où la situation reste alarmante, appelle une attention particulière. En conséquence, nous nous associons à l'appel lancé pour un engagement renouvelé en faveur de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement, et nous attendons avec intérêt le prochain Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, qui devrait produire des résultats spécifiques.

L'action des Nations Unies en Afrique, y compris au Soudan, revêt toujours une importance exceptionnelle. La situation au Darfour est extrêmement alarmante, pour ne pas dire critique. Les États Membres doivent se réunir à nouveau et apporter leur appui aux activités de l'ONU afin de répondre aux problèmes qui se posent sur le terrain.

La situation au Moyen-Orient reste terriblement préoccupante. La population de la région mérite de vivre à l'abri de la peur et des menaces. La République de Macédoine appuie la Feuille de route et les efforts du Quatuor. Il est également de la plus haute importance de relancer le processus de paix. Le cas du Liban demeure lui aussi parmi les priorités de l'ordre du jour international. Récemment, la République de Macédoine a rejoint les forces des Nations Unies dans la région en dépêchant des officiers militaires auprès de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

Depuis le tout début, la République de Macédoine fait partie de la coalition internationale antiterroriste en Iraq et en Afghanistan. Elle appuie pleinement l'unité de l'Iraq. Elle appuie par ailleurs la récente résolution 1770 (2007) du Conseil de sécurité, qui prévoit d'accroître le rôle de l'Organisation en Iraq. La consolidation de la paix et de la démocratie dans ces deux pays reste un défi majeur pour la communauté internationale comme pour les Iraquiens et les Afghans eux-mêmes.

La République de Macédoine poursuit sa route vers une démocratie multiethnique opérante. Il y a de nombreuses difficultés qu'il nous faut affronter, et autant d'obligations que nous devons remplir. Nous

nous sommes engagés à mener des réformes globales dans tous les segments de la société macédonienne afin de fixer une date pour le début des négociations de préadhésion à l'Union européenne en 2008. Dans le même temps, au vu des réformes que nous avons su mener à bien depuis des années, nous sommes profondément convaincus qu'il serait réaliste d'espérer voir la République de Macédoine être invitée à entrer à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) lors de son prochain sommet, qui doit avoir lieu en avril 2008 à Bucarest.

La région du sud-est de l'Europe a fait beaucoup de chemin dans les 10 dernières années. Nous œuvrons tous de notre mieux à l'objectif commun de l'intégration européenne et euro-atlantique, qui constitue une force motrice importante en termes de réforme et de stabilisation finale de la région. La République de Macédoine reste très attachée aux relations de bon voisinage et de coopération régionale, et estime que le dialogue est central pour toutes les questions en suspens, dans l'intérêt de chacun dans la région.

Nous maintenons notre appui aux efforts de la communauté internationale en ce qui concerne le règlement du statut du Kosovo. À l'heure actuelle, la République de Macédoine espère que le prochain cycle de négociations et de consultations menées par la Troïka permettra de rapprocher les positions des deux parties. Nous nous rangeons à l'avis qu'il convient de formuler une résolution sur la question du Kosovo dans un délai raisonnable, dans l'intérêt de la stabilité et des ambitions euro-atlantiques de la région.

Dans ce contexte, je tiens à souligner en particulier que nous désapprouvons l'idée récemment évoquée d'une partition du Kosovo suivant des lignes ethniques, étant donné que cela pourrait avoir de graves conséquences sur la région tout entière. La question de la démarcation technique de notre frontière septentrionale avec le Kosovo selon une procédure et un ordre du jour prédéfinis reste l'une des grandes priorités de la République de Macédoine.

Permettez-moi d'assurer à l'Assemblée que nous n'épargnerons aucun effort pour traduire nos paroles en actions concrètes, afin que le monde entier soit convaincu de notre volonté de respecter et mettre en œuvre les principes et valeurs inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Enfin, qu'il y ait ou non motion d'ordre, le nom de mon pays est la République de Macédoine et restera la République de Macédoine.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale et en mon nom propre, je remercie le Président de la République de Macédoine pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Branko Crvenkovski, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

M. Ehouzou (Bénin), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Malawi.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mutharika (*parle en anglais*) : Je suis heureux d'avoir l'occasion de m'adresser à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session. Je félicite M. Kerim pour son élection à la présidence de l'Assemblée à cette session. Le Gouvernement malawien tient à l'assurer de son appui dans l'exercice de ses fonctions de Président.

Je saisis également cette occasion pour remercier nos hôtes, le Président George W. Bush, le Gouvernement et le peuple des États-Unis d'Amérique, pour l'hospitalité dont ils ont fait preuve à mon endroit et à l'égard de ma délégation depuis notre arrivée dans l'État de New York.

Je salue Cheikha Haya Rashed Al-Khalifa pour la manière remarquable dont elle a animé les travaux de l'Assemblée à sa soixante et unième session, dont elle en assurait la présidence.

Je centrerai mon allocution sur les efforts que déploie le Malawi pour atteindre les Objectifs du

Millénaire pour le développement (OMD). Le Malawi estime que les OMD sont à même de favoriser la croissance et le développement et d'améliorer les conditions de vie de la population dans les pays pauvres du monde. J'ai le plaisir de déclarer que mon pays ne cesse de progresser dans la mise en œuvre des OMD. Nous avons adopté la Stratégie malawienne de croissance et de développement, politique-cadre nationale destinée à créer des richesses, favoriser une croissance et un développement économiques durables et lutter contre la pauvreté qui touche encore une grande partie de notre peuple.

Le peuple du Malawi partage une vision commune, qui est d'éliminer la pauvreté le plus rapidement possible en faisant passer le pays d'une économie essentiellement d'importation et de consommation à une économie de production et d'exportation, ce qui, à notre avis, lui permettra de se positionner dans l'économie mondiale et d'avoir des chances d'être compétitif sur les marchés internationaux.

Pour réaliser cette vision, nous mettons en œuvre un bon système de gouvernance économique tant dans le secteur public que privé. Parmi ces mesures, figurent la lutte contre la corruption, la réforme des secteurs public et privé, la protection des droits de l'homme et de l'état de droit, l'amélioration de la protection sociale fournie aux groupes vulnérables, et le développement de l'infrastructure de développement. Mon gouvernement a également placé la recherche, la science et la technologie, y compris la technologie de l'information et de la communication, au premier rang de notre modèle de développement.

Compte tenu de la limitation de nos ressources, financières et humaines, nous avons identifié six priorités parmi celles que nous estimons susceptibles de sortir le Malawi du piège de la pauvreté, à savoir le développement agricole et la sécurité alimentaire, l'irrigation et la mise en valeur des ressources en eau, l'énergie et l'électricité, le développement rural intégré, et la gestion et la prévention du VIH et du sida. Je suis heureux de pouvoir signaler que le Gouvernement du Malawi a commencé à mettre ces priorités en œuvre en 2004, et qu'en 2006, nous avons atteint un taux de croissance phénoménal de 8,5 %. Nous pensons donc qu'en retenant ces priorités, nous avons fait un choix avisé. Nous mettons également en œuvre un système efficace de répartition des revenus à l'intention des pauvres des zones rurales. Je peux donc oser dire que le Gouvernement du Malawi a bon espoir

de réaliser, voire de dépasser, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015.

Je souhaiterais maintenant passer brièvement en revue certains des Objectifs du Millénaire pour le développement. Par exemple, nous sommes certains de pouvoir diminuer de moitié le nombre de personnes souffrant de la pauvreté extrême et de la faim, et d'améliorer leur état nutritionnel d'ici à 2015. Le Malawi a également enregistré des progrès notables ces trois dernières années dans la réduction de la pauvreté. En 1998, par exemple, 53,9 % de la population vivaient en-deçà du seuil de pauvreté, chiffre qui, en 2006, a été réduit à 45 %.

Au cours des deux dernières années écoulées, le Malawi a atteint un taux élevé de production agricole et de sécurité alimentaire. À l'heure actuelle, le Malawi a des excédents alimentaires dépassant de 1,4 million de tonnes nos besoins alimentaires nationaux. Nous sommes désormais en mesure d'exporter des aliments vers d'autres pays de l'Afrique australe.

Le Malawi alloue l'un des budgets les plus élevés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Nous donnons aux petits exploitants agricoles les moyens d'accéder à des intrants essentiels – principalement des graines et de l'engrais – grâce à un programme de subventions. Nous appuyons également le développement de systèmes d'irrigation viables à petite, moyenne et grande échelles afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale.

L'autre aspect des OMD que le Malawi juge critique est la réduction de la mortalité maternelle et infantile. Là encore, mon pays a accompli des progrès remarquables, surtout grâce à l'adoption d'un « programme d'actions essentielles en matière de santé », principale stratégie de prestation de services de santé économiques par le biais d'un programme sectoriel financé par les donateurs. Nous nous attachons également à réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans d'ici à 2015 et de 75 % le taux de mortalité maternelle.

Nous avons recensé plusieurs maladies tout à fait évitables et curables, telles que le paludisme, la pneumonie, la diarrhée et la malnutrition. Le Malawi est donc en bonne voie pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons réduit le taux de mortalité infantile qui est passé de 189 naissances vivantes pour 1 000 en 2000 à 133 en 2006.

Dans le cadre de la lutte contre le paludisme, le Malawi a distribué à ce jour 5 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide à nombre de ménages. La proportion de femmes enceintes et d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous ces moustiquaires est passée de 8 % en 2000 à 20 % en 2006. En 2007, nous prévoyons de distribuer encore 3 millions de moustiquaires avec l'aide du Fonds mondial et de l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme du Président Bush.

L'une des plus grosses difficultés auxquelles le Malawi se heurte est la gestion et la prévention de la tuberculose, dont le taux de prévalence est très élevé, en particulier parmi les patients atteints du VIH et du sida. C'est pourquoi le Gouvernement a déclaré que la tuberculose constituait une situation d'urgence et a lancé un plan quinquennal pour y remédier.

Je suis heureux d'annoncer que le Malawi est l'un des rares pays africains à avoir réussi à relever le défi de la pandémie du VIH/sida. Mon pays a également mené à bien sa campagne de sensibilisation à l'épidémie du VIH/sida et à ses conséquences. En 2004, le Malawi disposait de 14 centres de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique. Ces centres sont aujourd'hui au nombre de 250. En moins de trois ans, plus de 5 millions de personnes dans le pays ont fait l'objet d'un dépistage. Grâce à l'aide de la Fondation Bill Clinton, il y a au Malawi plus de 130 000 personnes qui prennent gratuitement des antirétroviraux. En outre, dans le cadre de la prévention de la transmission du VIH et du sida de la mère à l'enfant, nous atteignons aujourd'hui plus de 60 % des femmes enceintes au Malawi. L'Assemblée générale voudra bien noter que les programmes nationaux de thérapie antirétrovirale du Malawi sont parmi ceux qui ont le taux de croissance le plus élevé au monde, et que la pandémie montre des signes de déclin.

Je tiens à réitérer la déclaration que j'ai faite devant l'Assemblée en 2006, à savoir que nous devrions non seulement considérer le VIH et le sida comme une crise médicale, mais nous soucier aussi de leurs dimensions économiques, socioculturelles et politiques. Cela étant, la solution à cette crise doit être globale et holistique. C'est pourquoi j'ai créé un Département de la nutrition et du VIH/sida au sein de mon Cabinet, qui est la branche technique chargée de mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Je suis heureux également de signaler que, de 2004 à ce jour, le Malawi a mis au point une

politique nutritionnelle nationale et des documents d'accompagnement destinés à orienter les mesures à prendre. En conséquence, 350 000 orphelins reçoivent une aide alimentaire, ce qui a réduit les effets négatifs de la malnutrition et du VIH/sida tels que l'absentéisme, et nombre de personnes touchées se remettent désormais rapidement au travail et sont réinsérées dans l'économie.

Le Gouvernement du Malawi reconnaît que l'eau, c'est la vie. C'est pourquoi nous avons accordé une priorité de premier ordre à la mise en valeur de nos ressources en eau. Nous remettons en état les systèmes d'approvisionnement en eau et construisons de nombreux barrages en terre cuite afin de permettre aux communautés rurales d'avoir accès à une eau salubre. Actuellement, environ 66 % de la population a accès à une eau potable et non polluée. Le Malawi compte donc bien atteindre avant 2015 l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'accès à l'eau pour tous.

Dans le domaine de l'éducation primaire pour tous, les Objectifs du Millénaire pour le développement ont fixé pour cible l'éducation primaire universelle pour les garçons comme pour les filles. Le Malawi consacre un budget très élevé à l'éducation, ainsi qu'aux sciences et technologies, afin d'atteindre les Objectifs pertinents. À ce jour, 60 % des enfants du Malawi sont inscrits à l'école primaire. Nous mettons également en place un environnement d'enseignement et d'apprentissage attrayant, afin de réduire l'absentéisme, les mauvais résultats et le taux d'abandon.

Le Malawi est sur la bonne voie pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à la gestion des ressources naturelles et à la viabilité de l'environnement. Nous avons revu nos politiques, nos lois ainsi que nos programmes sur les ressources naturelles afin de lutter contre leur exploitation abusive et de prévenir la dégradation de l'environnement. Mon gouvernement associe les communautés rurales à la gestion des ressources existantes que sont les forêts, ainsi qu'à la campagne nationale annuelle de plantation d'arbres pour lutter contre la déforestation et prévenir l'érosion des sols ainsi que la désertification. En outre, le Gouvernement met en œuvre des programmes de gestion pour la séquestration du carbone, ainsi que d'autres services en faveur de l'écosystème afin d'encourager la plantation d'arbres à grande échelle.

Dans le domaine de l'égalité entre les sexes, les Objectifs du Millénaire pour le développement prônent l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes afin de leur permettre de contribuer pleinement à la croissance économique. Le Malawi compte un fort taux d'analphabétisme féminin, à savoir 48 %, contre 24 % chez les hommes. De plus, on constate parmi les fillettes un fort taux d'abandon dans le système scolaire officiel, ainsi qu'une grande vulnérabilité à l'infection par le VIH/sida. Nous nous attaquons à tous ces problèmes.

Mon gouvernement encourage également les femmes dans les domaines politique, économique et social. Ces trois dernières années, le nombre de femmes occupant des fonctions ministérielles ou de direction a été plus élevé que jamais. Des femmes occupent désormais les positions stratégiques suivantes : ministre de la justice, gouverneur adjoint de la Banque nationale du Malawi, cinq postes de ministre d'État, un poste de vice-ministre, président de la Commission des droits de l'homme, secrétaire général du Parlement et plusieurs ambassadeurs, premiers secrétaires et présidents d'entreprises publiques.

Je voudrais terminer en indiquant que le Malawi est bien placé pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons bon espoir d'atteindre nombre de ces objectifs. Nous demandons donc à l'ONU de reconnaître les efforts héroïques du Malawi et de nous aider à préserver l'élan du développement.

Je voudrais également lancer un appel à nos partenaires de développement afin qu'ils appuient la politique du Malawi en faveur de la production de nouveaux biens et de la fourniture de nouveaux services pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons besoin d'un soutien pour mener nos propres recherches et pour que la science et la technologie, en particulier les technologies de l'information et des communications, créent de nouvelles richesses, renforcent nos capacités et fassent en sorte que le Malawi passe de la pauvreté à la prospérité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Malawi de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume à nouveau la présidence.

Allocution de M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili

Le Président : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Chili.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Bachelet Jeria (Chili) (*parle en espagnol*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Je voudrais également renouveler l'appui du Chili au nouveau Secrétaire général et dire que le Chili participera à toutes les actions entreprises par l'ONU.

La communauté internationale connaît l'attachement de mon peuple à la paix, la justice, la liberté et la solidarité. Elle sait que ce pays, situé à la pointe méridionale de la planète, en dépit de la taille de son économie, de sa population et de son éloignement, a fait siennes les grandes causes de l'humanité. Elle connaît la contribution du Chili dans la lutte contre la pauvreté, le sida et la faim ou en faveur de la cohésion sociale. Elle sait que nous avons fourni des contributions importantes pour la promotion et le respect des droits de l'homme. Elle sait que, même en des heures difficiles, nous avons toujours appuyé le droit international et la paix mondiale, et ce, avec dignité et détermination.

Mon pays est un pays qui a foi dans le progrès, dans la capacité de l'être humain d'être l'acteur de sa propre histoire et l'architecte d'un avenir meilleur. Le monde se transforme en un lieu incertain lorsque nous ne sommes pas en mesure d'agir de manière unie. La mondialisation devient imprévisible lorsque nous ne parvenons pas à la maîtriser. C'est pourquoi nous devons encourager le développement durable le plus large possible, assorti de davantage de justice et d'équité sociale pour l'ensemble de l'humanité. Pour cela, il est indispensable de forger des accords et de

renforcer les institutions multilatérales, tout en progressant dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, en entamant des négociations sur la réforme et l'élargissement du Conseil de sécurité et en faisant avancer la réforme de la gestion, point sur lequel le Chili, l'Afrique du Sud, la Suède et la Thaïlande ont soumis une proposition aux États Membres, car les grandes tâches d'aujourd'hui exigent le plus vaste consensus auquel ne soit, sans doute, jamais parvenu l'humanité. Comment faire en sorte une fois pour toutes que les droits de l'homme soient respectés dans le monde entier? Comment stopper les changements climatiques sur tous les continents et les océans? Comment faire de l'équité et de la justice sociale entre tous les hommes et femmes de la planète la préoccupation de tous les pays? Tels sont les grands défis que nous devons aujourd'hui, en tant que communauté internationale, relever d'urgence et avec détermination.

Le Chili promouvra avec force le respect universel des droits de l'homme. L'instauration d'un ordre international plus juste et plus humain ne sera possible que si nous plaçons la question du respect de la dignité de la personne humaine au centre des débats. Au Chili, nous n'œuvrons pas seulement à l'amélioration de nos normes et législations internes, mais aussi à la consolidation des droits de l'homme, couplée à celle du développement économique et social, de la paix et de la sécurité.

L'Assemblée générale le sait bien : les droits de l'homme sont au centre de l'histoire récente du Chili. C'est pourquoi, pour les citoyens de mon pays, nulle terre n'est éloignée et nulle situation n'est étrangère lorsqu'il s'agit de protéger la vie et la dignité des individus.

Nous nous félicitons des progrès réalisés dans le domaine normatif tant au niveau international que national. Nous saluons l'adoption et l'ouverture à la signature de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui vient combler un vide dans le système de protection des droits de l'homme contre les crimes contre l'humanité. Le Chili a adhéré à cet instrument et espère le ratifier prochainement. De même, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sera bientôt approuvé par notre Congrès national.

Le nouveau Conseil des droits de l'homme de l'ONU doit continuer à promouvoir un régime international plus efficace de protection, d'alerte rapide et de promotion des droits de l'homme. Nous accordons également notre ferme appui à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui constitue une étape très importante dans la reconnaissance des peuples qui ont les premiers occupé le sol.

Nous œuvrerons également pour que démocratie et liberté se fortifient partout dans le monde. La démocratie est une valeur universelle, mais c'est un processus qui, pour se fortifier, doit être appuyé dans le temps. C'est pourquoi nous sommes tout à fait favorables au Fonds des Nations Unies pour la démocratie, de manière que cette profonde aspiration puisse devenir réalité. Nous avons pris connaissance avec préoccupation des preuves scientifiques des effets dévastateurs que peut provoquer le changement climatique sur notre planète. Hier, nous discutons des incidences sociales, humaines et économiques. Nous constatons avec satisfaction que l'on commence à en prendre conscience. Il est évident que notre avenir est gravement menacé et que nous devons agir dès aujourd'hui.

Au Chili, par exemple, au cours des 10 dernières années, la vitesse à laquelle les glaciers diminuent a doublé. Dans le sud de notre pays, on constate une dangereuse diminution de la couche d'ozone, ce qui constitue une menace pour la santé des citoyens.

Bien que nous ne soyons pas les principaux responsables de cette détérioration, le Chili a commencé à prendre les mesures nécessaires pour atténuer les effets que provoque le réchauffement planétaire et unir les efforts de tous en vue d'adopter des solutions urgentes.

Je tiens à dire, comme on l'a dit à de nombreuses reprises, qu'il n'y a pas de temps à perdre. Le consensus que nous devons atteindre, les efforts consistant à unir toutes les bonnes volontés ne peuvent être comparés qu'à la mobilisation internationale qui a permis à la Charte de San Francisco de voir le jour, il y a 60 ans. Si nous n'agissons pas maintenant, l'humanité tout entière sera menacée dans l'avenir.

C'est pourquoi nous avons tous l'obligation d'œuvrer à un nouveau consensus politique mondial, afin de susciter une action collective capable de résoudre le problème en vertu du principe des responsabilités partagées mais différenciées et dans le

cadre de l'ONU. Nous devons tous y contribuer, mais en particulier ceux qui ont pollué et qui se sont développés. Nous demandons l'engagement des pays développés de fournir une aide technique et financière aux pays en développement qui ont davantage besoin d'aide dans leurs efforts pour lutter contre les changements climatiques.

Nous espérons vivement que lors des réunions de la Convention-cadre sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto qui se tiendront en décembre prochain à Bali, les travaux visant à définir les paramètres d'un processus à mettre en place après 2012 pourront progresser. Nous espérons également que les pays développés prendront des engagements importants en matière d'atténuation, d'adaptation, de transferts de technologie et de financement.

Nous devons être conscients que les plus grands efforts déployés par les pays développés ne seront pas suffisants pour freiner les changements climatiques. Il est également nécessaire que les pays en développement entreprennent des actions complémentaires visant à réduire les émissions de gaz dans le cadre d'un effort mondial orchestré par la Convention.

Je suis également porteuse d'un message d'espoir pour toutes les nations qui cherchent à vaincre la pauvreté et à bâtir des sociétés plus justes et ouvertes à tous.

Nous avons beaucoup plus à faire. Toutefois, nous pouvons dire que le Chili a progressé pour devenir un pays plus prospère et doté d'une plus grande justice sociale, à laquelle nous aspirons tant.

Nous sommes en train de vaincre la pauvreté. En 17 ans de démocratie, nous avons réduit le taux de pauvreté de 40 à 13,7 %. Nous avons déjà atteint pratiquement tous les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'objectif est ambitieux, mais nos succès nous permettent d'avoir cette ambition : nous sommes en train de bâtir un système de protection sociale qui garantira les droits sociaux des Chiliens et des Chiliennes, du berceau à la vieillesse, de nos filles et de nos garçons, de nos jeunes, de nos hommes et de nos femmes, de nos grand-pères et de nos grand-mères.

Nous savons que dans cet effort, nous ne sommes pas seuls. Car la pauvreté, la famine, l'extrême inégalité, la marginalité sont des réalités répandues sur toute la planète. S'agissant de l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement, des

progrès ont été réalisés dans certaines régions, mais ce n'est pas suffisant. Par conséquent, nous nous engageons à contribuer au prochain lancement d'un plan d'action mondial pour atteindre les objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement, c'est-à-dire pour réduire considérablement les mortalités maternelle et infantile. De nouveaux engagements ne sont pas nécessaires; nous devons simplement tenir ceux que nous avons déjà pris.

Mon pays est favorable à l'idée de célébrer une conférence internationale afin de concrétiser les efforts concertés au niveau mondial pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, proposition faite par le Premier Ministre du Royaume-Uni, et réaliser ainsi, dans un avenir pas trop éloigné, le rêve d'étendre à l'échelle mondiale la prospérité que certains ont déjà atteinte.

Nous pouvons également insister sur des mécanismes de financement innovants pour favoriser le développement, lutter contre l'inégalité et promouvoir la cohésion sociale.

Nous avons progressé. Comme chacun sait, les présidents du Brésil, de la France, du Chili, de l'Espagne, de l'Allemagne et d'autres pays ont lancé l'initiative Action contre la faim et la pauvreté et l'initiative Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID), grâce auxquelles nous avons pu réunir des centaines de millions de dollars pour acheter des médicaments en vue de traiter le sida, la tuberculose et le paludisme, qui sont remis à des centaines de milliers d'enfants, en particulier africains.

Mais nous devons faire davantage. L'équité sociale, la construction d'un monde à visage humain doivent devenir un thème central de nos objectifs à l'échelle mondiale.

Les trois grandes causes que j'ai mentionnées pourront facilement être abordées en accord avec la communauté internationale toute entière. De là découle la transcendance de notre engagement pour un multilatéralisme effectif et efficace, dont l'ONU est le centre de gravité. Nous traversons une période complexe, mais porteuse de grandes possibilités. Ce que nous faisons ou ne ferons plus dans les prochaines années déterminera l'avenir de notre descendance. Cela dépend de nous. Il est temps d'agir.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente du Chili de la déclaration qu'elle vient de faire.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Discours de M. José Socrates, Premier Ministre de la République portugaise

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre un discours du Premier Ministre de la République portugaise.

M. José Socrates, Premier Ministre de la République portugaise, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à S. E. M. José Socrates, Premier Ministre de la République portugaise, et l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale au nom de l'Union européenne.

M. Socrates (Portugal) (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : J'ai l'honneur de m'adresser à l'Assemblée générale au nom de l'Union européenne.

Je voudrais commencer, Monsieur le Président, par vous souhaiter plein succès dans les fonctions que vous venez d'assumer. Je voudrais vous dire que vous pouvez compter sur le ferme appui de l'Union européenne pendant toute l'Assemblée générale, certaine que vous poursuivrez l'excellent travail accompli par votre prédécesseur, M^{me} Haya Al-Khalifa, que je tiens aussi à remercier.

Étant donné que la présente session de l'Assemblée générale est la première qui ait été convoquée depuis l'entrée en fonctions de notre Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, je voudrais, au nom de l'UE, saisir cette occasion pour lui réaffirmer notre ferme appui dans ses fonctions à la tête de l'ONU.

Dans l'environnement mondialisé et interdépendant qui est le nôtre, seules des institutions multilatérales solides peuvent promouvoir les valeurs fondamentales de paix, de démocratie, de droits de l'homme et de développement. C'est pourquoi l'UE défend l'idée que l'ONU a un rôle de premier plan à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et considère ce rôle comme le fondement et le point central de nos ambitions communes et de nos efforts concertés. Et c'est

pourquoi nous avons adopté un multilatéralisme effectif et un ordre international fondé sur des règles en tant qu'objectifs de la stratégie européenne en matière de sécurité.

Permettez-moi une précision : si le nouveau siècle ne devait nous enseigner qu'une seule leçon, ce serait que les défis mondiaux requièrent des solutions mondiales. Un multilatéralisme effectif s'impose. C'est sur cette voie que nous nous sommes engagés ici à l'ONU et c'est celle que nous nous efforçons de promouvoir à l'ONU. Le message que je voudrais communiquer aux membres aujourd'hui, au nom de l'UE, c'est qu'ils peuvent compter sur nous pour faire aujourd'hui du multilatéralisme effectif une réalité.

Je propose de commencer avec ce qui constitue sans doute l'un des principaux objectifs que nous nous sommes, à l'ONU, proposé à ce jour d'atteindre : réaliser les objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces objectifs sont exigeants, mais ne devraient pas nous décourager; au contraire, ils devraient nous encourager à travailler plus promptement et plus efficacement pour éradiquer la pauvreté, constituer un véritable partenariat pour le développement, promouvoir l'éducation pour tous et atteindre des niveaux de santé décentes, et lutter contre les changements climatiques.

Dans ce contexte, je dois mentionner l'un des objectifs fixés par l'Union européenne : l'adoption d'une stratégie conjointe UE-Afrique que doit avaliser le deuxième Sommet EU-Afrique, qui se tiendra en décembre à Lisbonne. Je mentionne cet objectif parce qu'il constitue un signe clair de notre époque : une stratégie, définie conjointement par des Africains et des Européens, qui traduit notre attachement aux OMD et qui s'inscrit dans le cadre des activités réalisées par les institutions multilatérales des deux continents. Il s'agit d'une stratégie ouverte et ambitieuse qui reflète les progrès réalisés dans la coopération eurafricaine dans un large éventail de domaines et qui fixe les objectifs à atteindre grâce à des interventions communes pour relever des défis communs eux aussi aux continents africain et européen.

Les changements climatiques constituent l'un des grands défis mondiaux que doit relever l'humanité aujourd'hui. Ils menacent notre prospérité et pourraient nous empêcher de réaliser les OMD. Dans ce domaine aussi, nous devons réagir mondialement et collectivement.

J'ai pris part avec plaisir à la réunion de haut niveau sur les changements climatiques. Ses résultats sont encourageants et incitent à l'optimisme. Ils traduisent manifestement une volonté politique d'aller de l'avant. Le développement durable et les réductions d'émissions doivent aller de pair; c'est pourquoi ils relèvent tous deux de notre responsabilité commune. Cette initiative donnera un plus grand élan à la formulation d'un accord global sur un régime climatique après 2012. J'estime que nous devrions convenir d'entamer les négociations sur ce régime à la conférence sur les changements climatiques de Bali, qui aura lieu en décembre. Je voudrais indiquer très clairement que l'UE ne ménagera aucun effort pour parvenir à un consensus international, ambitieux et solide lors de cette conférence.

Mais ce qui importe plus encore, c'est l'appui de chacun. L'UE a d'ores et déjà pris l'engagement unilatéral de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 %. Mais nous voulons faire davantage et nous sommes disposés à aller plus loin. C'est pourquoi nous avons annoncé que, dans le cadre d'un futur accord mondial sur les règles visant à atténuer les effets des changements climatiques, nous porterions ce pourcentage à 30 %. Je voudrais ici renouveler notre appel pour que les émissions globales soient réduites d'ici à 2050 d'au moins 50 % de leurs niveaux de 1990. J'estime qu'en prenant ces engagements, l'UE signale clairement qu'elle souhaite conduire les efforts déployés dans ce sens à l'échelon mondial.

Je voudrais également dire un mot de la réforme du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les efforts déployés par l'ONU en matière d'environnement. L'UE est convaincue qu'une réforme ambitieuse est nécessaire pour parvenir à un véritable changement. Dans ce contexte, l'UE est favorable à la transformation du Programme des Nations Unies pour l'environnement en une institution spécialisée – une Organisation des Nations Unies pour l'environnement – car nous sommes d'avis qu'il est essentiel de tenir compte de l'opinion publique internationale.

Le développement durable suppose le respect, la protection et la réalisation des droits de l'homme dans le monde. Nous pensons que c'est un élément essentiel et qu'il doit rester au centre de toutes les activités sectorielles de l'ONU. La Troisième Commission de l'Assemblée générale devrait continuer de jouer un rôle prépondérant dans la promotion et la protection des

droits de l'homme dans le monde. À la présente session, l'UE fera tout son possible, comme par le passé, pour veiller au succès des travaux de la Commission.

Je tiens à dire aux membres de l'Assemblée générale que l'UE suit avec intérêt la situation au Myanmar. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple de ce pays et nous invitons les autorités à respecter les droits de l'homme. En particulier, nous leur demandons de renoncer à l'usage de toute forme de violence contre des personnes qui protestent pacifiquement. Les autorités doivent s'efforcer de promouvoir un véritable processus de réconciliation nationale, car c'est ce qu'exigent la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Je tiens à réaffirmer l'opposition de longue date de l'UE à la peine capitale et renouveler de nouveau notre appel en faveur de son abolition totale dans le monde entier. Dans ce sens, l'UE, en collaboration avec des pays de toutes les régions du monde, formulera un projet de résolution sur un moratoire universel sur la peine capitale et sur son abolition.

Le multilatéralisme effectif exige également une réponse concertée face aux menaces toujours plus nombreuses à la paix et la sécurité internationales.

Nous nous félicitons de l'établissement de l'opération hybride Union africaine/ONU au Darfour qui nous permettra de contribuer ensemble à un règlement politique de ce conflit qui a des conséquences humanitaires tragiques au Soudan et dans toute la région. Afin de parer à ces conséquences, l'Union européenne confirme son adhésion au déploiement d'une présence multidimensionnelle dans l'est du Tchad et dans le nord de la République centrafricaine et se félicite que des pourparlers politiques sur le Darfour soient engagés en Libye le 27 octobre.

Toutefois, en Europe aussi, la paix et la sécurité sont en jeu. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général sur le fait que le statu quo au Kosovo n'est pas viable. C'est pour cette raison que l'Union européenne adhère et contribue activement aux efforts actuels de la communauté internationale, par l'entremise de la troïka, pour rapprocher les parties et obtenir un règlement politique global qui débouchera sur un Kosovo démocratique et multiethnique et contribuera à consolider la stabilité et la prospérité dans cette région d'Europe, les Balkans. Nous prions instamment les deux parties à participer de manière constructive et

créatrice à ce processus. L'Union européenne est prête à jouer un rôle important dans l'application des termes du règlement du statut futur dès la fin des négociations.

Concernant le redémarrage du processus de paix au Moyen-Orient, qui demeure prioritaire pour la communauté internationale, je voudrais dire brièvement qu'il faut faire vite pendant que la porte est ouverte, car elle ne le restera pas longtemps. L'Union européenne, en tant que membre du Quatuor, réitère son attachement à un règlement juste, global et durable du conflit israélo-arabe. Il suppose la création d'un État palestinien viable, démocratique et indépendant qui coexiste dans la paix et la sécurité avec Israël.

Le retour de la stabilité au Liban favorisera le retour de la stabilité au Moyen-Orient. Pour sortir de la crise politique actuelle, les dirigeants libanais et les autres pays de la région doivent prendre des engagements fermes et entamer un dialogue authentique. De son côté, l'Union européenne est résolue à veiller au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Liban.

Pareillement, l'Union européenne continue de soutenir la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité de l'Afghanistan et de l'ensemble de la région.

Tout acte terroriste est criminel et injustifiable, quels qu'en soient les motifs, la forme et la manifestation. Nous devons donc prendre des dispositions vigoureuses contre le terrorisme, mais tout en respectant les obligations que nous confère le droit international ainsi que les droits de l'homme et les libertés fondamentales, qu'il est primordial de protéger dans le cadre de cette lutte.

Je voudrais dire quelques mots sur la position de l'Europe au sujet de l'Alliance des civilisations. Il s'agit d'une importante initiative, qui arrive à point nommé pour intensifier le dialogue entre les peuples, les cultures et les religions. L'Union européenne approuve la désignation de l'ancien Président portugais Jorge Sampaio au poste de Haut représentant de l'Alliance des civilisations et accueille favorablement son plan d'action. Je saisis également cette occasion pour saluer l'engagement pris par le Groupe des amis de l'Alliance de civilisations, dont nous prônons le soutien général.

Depuis plusieurs siècles, le commerce international constitue le cadre principal du

rapprochement des cultures et des peuples. C'est pourquoi nous demandons instamment que le Cycle de négociations de Doha pour le développement se conclue au plus vite à l'Organisation mondiale du commerce. Ce mois-ci sera absolument crucial. Il est donc primordial que tous les acteurs clefs se montrent conciliants et constructifs et manifestent véritablement leur volonté de parvenir à un accord juste et équilibré qui serve la prospérité de tous.

La paix doit être consolidée et ne plus être un intermédiaire entre deux guerres. C'est ce que montre le cas de l'un des derniers pays à avoir rejoint l'ONU. Je veux parler du Timor-Leste, qui vient d'organiser ses premières élections depuis son indépendance grâce à l'action de la communauté internationale, déterminée à consolider les bases de ses institutions, de sa démocratie et de son développement. Malgré ce grand succès, la présence de tous les acteurs reste nécessaire pour garantir la stabilité sociale, économique et politique du pays.

Nous en sommes convaincus et le disons clairement : la clef des problèmes actuels réside indubitablement dans un multilatéralisme authentique, qui s'appuie sur le système des Nations Unies. C'est pour cette raison que nous demeurons attachés à une réforme des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies qui renforce sa représentativité, sa transparence et son efficacité.

Adapter notre système international aux défis actuels exige une grande volonté politique. L'Assemblée générale et le Secrétaire général peuvent compter sur l'Union européenne pour transformer cette volonté politique en actes concrets. La solution réside dans un multilatéralisme énergique et authentique, incarné par l'ONU que nous devons tous soutenir. Tel est le message que je souhaitais transmettre à l'Assemblée générale au nom de l'Union européenne.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République portugaise de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. José Socrates, Premier Ministre de la République portugaise, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur du débat général pour la présente séance.

La séance est levée à 13 h 30.